



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 22 OCTOBRE 2025 - N° 1309 - 55° ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

738 jours

Le retour, le 13 octobre, des derniers otages israéliens vivants détenus dans la bande de Gaza est vécu comme une « libération » non seulement des intéressés mais du pays tout entier. Le temps s'était arrêté en Israël depuis le 7 octobre 2023. Jour le plus long, jour sans fin, nuit polaire : le pays ne pouvait faire son deuil, incapable de revivre. Depuis le 13 octobre, le temps a repris son cours, Israël est désormais « libre ». Fin ou commencement ? L'histoire est ouverte. La crainte est que l'on se retrouve, au 6 octobre 2023, à un *statu quo* privilégié par une moitié de la population. L'espoir est que le jour d'après ne ressemble pas au jour d'avant.

Moment exceptionnel d'union sacrée, la « communion » de tout un peuple, une « victoire » plus qu'aucun résultat militaire n'aurait jamais pu produire, une victoire sur soi, plus vraie qu'une victoire sur les autres. Israël revit, avec des conséquences encore insoupçonnables à l'intérieur comme à l'extérieur. L'identité d'Israël a été piquée au vif après avoir connu l'inimaginable menace existentielle. Israël persiste dans l'être. Est-ce suffisant pour reconnaître l'existence des autres ?

Quelles traces laisseront ces deux ans de quasi-coma ? Aucune, a certifié le chirurgien en chef, l'auteur du « miracle », couronné de laurier dans le Temple que figure à Jérusalem la Knesset, le matin Cyrus le Grand qui a libéré les déportés de Babylone, et l'après-midi César auquel trente nations, moitié orientales, moitié occidentales, ont prêté allégeance à Charm el-Cheikh. Six heures en Israël, moins de quatre heures en Égypte ; en un seul jour s'est déployé le « triomphe » du Roi des rois.



SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : ALEXANDER C. KUBITZA

Rien n'est joué

Tous cherchent à sortir du labyrinthe, mais toutes les issues sont bloquées. Alors on se défie et on s'entretue.

LES COUTELAS sont sortis de leur gaine, les rapières de leur fourreau. Dans la macronie, qui n'a jamais été autre chose qu'un ectoplasme animé par Jupiter, trois anciens Premiers ministres ont exécuté leur seigneur et maître. À LR, Bruno Retailleau s'est pris les pieds dans le tapis ministériel et les coupe-jarrets sont de sortie, sous la houlette de Laurent Wauquiez. Au RN, les poignards sont encore sous les capes mais la

rivalité entre Marine Le Pen et Jordan Bardella commence à empoisonner l'atmosphère.

Le Parti socialiste était au contraire sur un petit nuage rose après avoir obtenu la suspension de la réforme des retraites. Mais Sébastien Lecornu garde dans sa poche un lacet d'étrangleur. Déblatérant sans relâche, seule Marine Tondelier jouit d'être ce qu'elle est. **L'article de B. La Richardais en pages 2 et 3.**

Le Japon à l'heure des choix

Malgré le succès de l'Exposition universelle qui a fermé le 13 octobre, le Japon est exposé au risque de déclin.

SUR L'ÎLE ARTIFICIELLE DE YUMESHIMA, le Japon a montré qu'il était encore capable de concevoir la société du futur.

Toujours travaillé par la dialectique de la tradition et de la modernité, le pays est confronté au vieillissement de sa population. Il hésite à recourir à la main-d'œuvre étrangère car l'immigration a doublé en douze

ans. D'où la progression du parti Sanseito, qui a privé de majorité le Parti libéral-démocrate.

Première femme Premier ministre, Sanae Takaichi va devoir, comme ses homologues européens, réexaminer la défense de son pays en fonction de la nouvelle politique américaine. **L'article d'Yves La Marck en page 7.**

Dans ce numéro :

- Page 3 - Shein au BHV.
- Page 4 - La gauche marxiste (4).
- Page 5 - Le cri d'alarme des bailleurs sociaux.
- Page 12 - Piketty et Sandel.
- Page 15 - La gauche vue par Jean Birnbaum.
- Page 16 - Le rugby français et l'argent.
- Page 18 - Résistance royaliste : Paul Dungler (2)
- Page 22 - Éditorial : La nudité du faiseur de pluie.



SOURCE : WIKIPEDIA, PHOTO : PARLEMENT EUROPÉEN

Chronique politique

Ce qui se passe dans l'impasse

par B. La Richardais.

Pendant des mois, nous allons observer les allées et venues dans un labyrinthe sans issue. Des élus de gauche et de droite vont s'affronter et se diviser autour de questions importantes, mais secondaires et sans réponses crédibles, faute de vouloir sortir de l'impasse principale.

Comme dans toute crise politique digne de ce nom, les poignards sont sortis des fourreaux et l'on s'étripe, à droite, entre faux-frères d'armes.

Commençons par les plus haut placés dans l'oligarchie. Trois anciens Premiers ministres sont successivement intervenus pour exécuter le Jupiter déchu. Gabriel Attal s'est posé en meurtrier du père en affirmant qu'il fallait partager le pouvoir au sein de l'exécutif. Face à « l'affaïssement de l'État », qui « n'est plus tenu », Édouard Philippe a vivement prié son ancien maître d'organiser une élection présidentielle anticipée. Le même jour, Elisabeth Borne demandait une suspension de la réforme des retraites, piétinant la réforme-phare d'Emmanuel Macron. Conclusion évidente : la macronie a explosé faute de pouvoir devenir un parti porteur d'un projet.

Les chicayas entre les hiérarques LR n'ont échappé à personne. Dans un épisode funambulesque, on a vu Bruno Retailleau, qui s'était précipité dans le gouvernement Lecornu 1, découvrir la présence de Bruno Le Maire à la tête des Armées et menacer de démissionner. Ayant provoqué la chute de Lecornu 1, le Vendéen a été entraîné dans l'éboulement

à la satisfaction de Laurent Wauquiez, expert en savonnage de planches pourries. Depuis, le parti est ravagé par les luttes de clans et miné par les trahisons puisque plusieurs membres de LR sont entrés au gouvernement Lecornu 2. Retailleau n'est pas César et Wauquiez n'est pas Brutus. Nous ne sommes pas dans une tragédie élisabéthaine, mais chez Guignol.

Le choc des ambitions est une banalité qu'il ne faut pas négliger, mais les véritables enjeux sont ailleurs.

Il faut bien entendu garder un œil sur le Rassemblement national, qui mise sur une dissolution rapide et qui est en échec sur ce point depuis l'accord conclu entre le Premier ministre et les socialistes, avec pour conséquence le rejet de deux motions de censure le 16 octobre. Surtout, il faut observer la partie qui se joue sur « l'union des droites », que Marine Le Pen a toujours refusée alors que Jordan Bardella est beaucoup plus ondoyant sur le sujet, tenté qu'il est par une alliance avec LR. De circonlocutions en périphrases, les petites différences entre Marine et Jordan vont finir par ali-

menter la méfiance. À moins que la cour d'appel, en janvier, ne vienne bloquer le processus de rivalité mimétique. Il est d'ailleurs assez rigolo de parler d'union des droites au moment où les groupes et sous-groupes se morcellent sous l'effet d'inexpiables guerres des chefs.

Le choc des ambitions est une banalité qu'il ne faut pas négliger, mais les véritables enjeux sont ailleurs. La principale question du moment concerne la survie du gouvernement Lecornu 2, qui tient à la bienveillance du Parti socialiste, obtenue par la suspension de la réforme des retraites. Dans divers médias, on a loué le pétulant Olivier Faure pour son sens tactique, qui l'a placé au centre du jeu parlementaire. Puis on s'est aperçu que le groupe socialiste s'était embarqué sur une drôle de galère, exposée à de gros récifs.

Loin des priorités du pays. – Souvenons-nous d'abord que Sébastien Lecornu s'est engagé à ne pas recourir à l'article 49-3, qui permet qu'un texte soit considéré comme adopté s'il n'y a pas de motion de censure déposée et adoptée à la majorité absolue. Le Parti socialiste réclame depuis longtemps le non-recours à cet article, qui répondait en 1958 aux vœux du socialiste Guy Mollet. Olivier Faure est comblé, mais son groupe va devoir se prononcer sur tous les textes, alors qu'avec le 49-3, il est possible de laisser faire le gouvernement en s'abstenant lors du vote d'une motion de censure. Le non-recours peut au contraire prendre la forme d'un piège. Ainsi, au lieu de s'abstenir sur le vote d'un budget d'austérité, les socialistes devront voter pour ou contre. Donc soutenir le gouver-

◀ **Olivier Faure**, premier secrétaire du PS.
Grand gagnant de la séquence ou piégé par les macronistes ? L'histoire le dira.

nement, ce qui serait à juste titre considéré comme une trahison, ou participer à sa mise à mort et prendre le risque d'une dissolution. Un risque que le Parti socialiste n'a pas voulu prendre à la mi-octobre.

Le dilemme sera identique lorsque le gouvernement présentera l'amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) qui permettra la suspension de la réforme des retraites. Il faudra donc que les socialistes votent le PLFSS et acceptent les mesures antisociales qu'il contiendra, ou bien refusent l'amendement et sacrifient leur gain. Dans les deux cas, Olivier Faure et ses camarades perdront la face.

Sébastien Lecornu n'en sera pas conforté pour autant : les groupes d'opposition vont avoir de nombreuses occasions de bloquer ses choix budgétaires par voie d'amendement. Somme toute, les dupeurs et les dupés vont se prendre dans leurs propres filets. Tous font perdre du temps au pays, qui va rejouer jusqu'à la présidentielle le débat sur la réforme des retraites – avec, en guise de récréation, le débat sur l'immigration. Deux sujets importants, sur lesquels on continuera de piétiner, alors que la France est confrontée au réchauffement climatique, à la détresse sociale, à la désindustrialisation, à la dégradation des services publics. Mais pour envisager la politique économique qui nous sortirait de l'impasse principale, il faudrait mettre en question le libre-échange, l'euro et l'ensemble des dispositifs néolibéraux. De l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par tous les centres, le consensus s'est fait sur le déni des enjeux décisifs. La France et les Français vont continuer à le payer très cher.

Dans ce sombre paysage, Marine Tondelier nous offre le spectacle réconfortant d'une femme en veste verte qui jouit du flot de paroles qu'elle déverse devant les caméras. Il faut imaginer Marine Tondelier heureuse, ce qui remonte immédiatement le moral. ■

L'offensive commerciale de Pékin

Comme une ombre chinoise...

C'est un véritable tollé que provoque l'alliance entre le BHV Paris et le site de vente en ligne chinois d'« *ultra mode express* » Shein permettant à cette enseigne de s'installer sur un espace de 1 200 m².

Grâce à un accord avec la Société des Grands Magasins (SGM), foncière commerciale propriétaire, depuis 2023, du BHV et de cinq Galeries Lafayette franchisées en province (Angers, Dijon, Grenoble, Limoges et Reims), le géant chinois de la mode Shein s'installe au cœur du grand magasin parisien.

Deux semaines après avoir signé avec Pimkie, il poursuit donc son offensive dans l'Hexagone, son premier marché en Europe. La marque déploiera, début novembre, ses collections à bas prix au sixième étage du bâtiment historique situé en face de l'Hôtel de Ville, à Paris. Après s'être contenté des ventes événementielles dans des boutiques éphémères, Shein assure que cette implantation sera durable et progressivement étendue aux cinq Galeries Lafayette de province.

Cette firme prédatrice (1), spécialisée dans les articles de mode, occupe la deuxième place mondiale dans son secteur. Son modèle économique utilise l'intelligence artificielle pour analyser les tendances du marché et lancer chaque jour des milliers de nouveaux produits commandés en ligne et distribués par voie postale. La firme, qui pèse 50 milliards de dollars, a enregistré, ces deux dernières années, une hausse de 58 % de ses ventes en France. En 2024, elle est devenue l'enseigne de mode préférée des consommateurs français. Pourtant, cette plateforme est connue pour sa mode à très bas prix fabriquée dans des conditions sociales et environnementales scandaleuses et expédiée par avion en Europe sans être soumise à des droits de douane. En juillet dernier, la Commission européenne s'est inquiétée de la dangerosité de certains articles diffusés : cos-



Une boutique Shein à Varsovie. La France sera-t-elle prochainement envahie ?

métiques contenant un produit chimique toxique, lunettes de soleil sans filtre UV, tétines pour bébé qui présentent un risque d'étouffement...

Par ailleurs, la gestion de M. Merlin (PDG de SGM) est critiquée, soupçonnée de se faire de la trésorerie sur le dos des fournisseurs. Les retards de paiement s'élevaient à 15 millions d'euros avant l'été, selon un courrier de Karl-Stéphane Cottendin, directeur général du grand magasin.

L'arrivée de Shein a provoqué une levée de boucliers de marques prestigieuses, déjà sérieusement remontées contre SGM : Balibar, Hugo Boss, Serge Blanco, APC (fonds d'investissement codétenu par LVMH)... Plusieurs PME de produits de beauté ont également annoncé leur départ. Essential Parfums ne livre plus de flacons au grand magasin. L'Oréal, qui y distribue notamment sa marque Lancôme, doit aborder le sujet sous peu, lors d'un rendez-vous consacré à ses factures en souffrance.

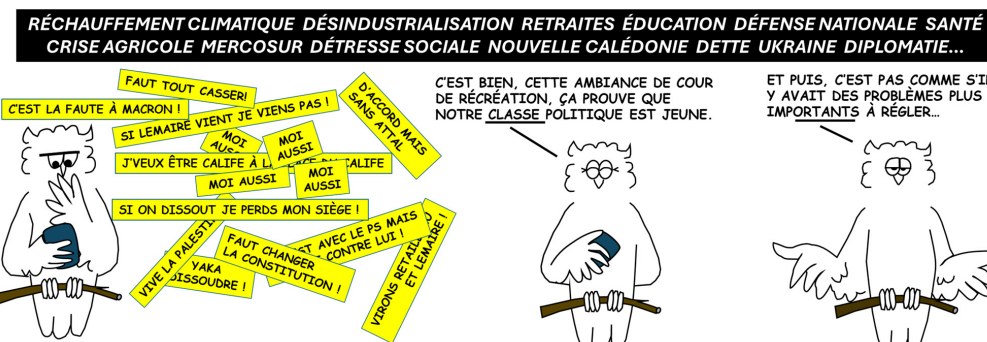
Et pourtant ni SGM ni Shein ne semblent vouloir renoncer à leur funeste projet alors que la direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes a condamné la marque chinoise à 40 millions d'euros d'amende en juillet, pour pratiques commerciales trompeuses, tout comme la Commission nationale de l'informatique et des libertés lui a infligé, le 1^{er} septembre, 150 millions d'euros d'amende pour non-respect des règles en matière de traceurs.

Pendant ce temps-là, un projet de loi anti-mode express est en attente au Parlement... Qui saura arrêter le déploiement de l'ombre chinoise ? ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). *Royaliste* n° 1303 du 18 juin 2025.

Sur le mur de Jean Chouan



Que reste-t-il des courants politiques ?

La gauche marxiste en France (4)

Consécutivement à l'implosion de l'URSS, on assista à un reflux spectaculaire de l'idéologie marxiste ; mais reflux n'est pas disparition. Dans le cas français, des initiatives tantôt individuelles, tantôt collectives, perpétuent – plus ou moins fidèlement – cet héritage.

Les toutologues médiatiques ont l'art de professer des calembredaines avec aplomb ; assimiler LFI à l'extrême gauche marxiste est l'une des assertions les plus risibles du commentariat. Si Marx revenait, il ne reconnaîtrait pas ses petits, et pour cause : au sein de la boutique insoumise, la stratégie Terra Nova a supplanté la lutte des classes ; le paradigme révolutionnaire a été écarté, au profit d'une mise en scène carnavalesque de la radicalité. De l'héritage marxiste, ne subsistent que les oripeaux du trotskisme, et qui dit trotskisme dit entrisme. Une conclusion s'impose : point de Marx à l'horizon, cherchons ailleurs.

Peut-être faut-il porter son regard en direction du parti historiquement dépositaire de la tradition, le PCF. À défaut d'être marquant, le soutien de Robert Hue à Emmanuel Macron (lors de la campagne présidentielle de 2017) fut révélateur d'un virage opéré dès les années quatre-vingt : pour le dire simplement, le dogme rouge écarlate laissa place à la logorrhée rose poudrée.



Fabien Roussel, actuel secrétaire national du PCF. Les masses ont déserté le Parti.

Devant ce qu'ils jugeaient comme des reniements insoutenables, une poignée de militants du PCF fondèrent, en 2004, le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF) ; ici, l'orthodoxie marxiste-léniniste est scrupuleusement respectée. Bien que le mouvement soit aussi confidentiel que dogmatique, on ne saurait nier la « cure d'altitude intellectuelle » que peuvent nous procurer certains de ses membres, tels l'historienne hétérodoxe Annie Lacroix-Riz, Georges Gastaud, fin philosophe, sans oublier Aymeric Monville, fondateur des éditions Delga.

En somme, à l'exception de formations politiques marginales, le marxisme a indubitablement déserté la scène partisane. Mais qu'en est-il du côté des mouvements sociaux ? S'il est entendu que les classes populaires ne dissertent pas inlassablement sur la page 32 du *Capital*, il n'en demeure pas moins vrai que ces dernières rappellent sporadiquement l'actualité de la lutte des classes. À cet égard, la séquence des Gilets jaunes – et dans une moindre mesure celle des retraites – fut pour le moins emblématique.

La politique au crible

■ **Budget (1).** – La copie budgétaire Bayrou-Lecornu est vraiment un « musée des horreurs » : sur 44 milliards de réduction du déficit, près de la moitié correspond à des hausses d'impôts (dont 15 milliards concerneront l'ensemble des Français) et le quart à des économies sur les budgets locaux et les prestations sociales. Au sein du budget de l'État, ce sont, une fois de plus, les services publics utiles à la population qui vont « trinquer » (plus de 4 000 suppressions de postes d'enseignants). La ruineuse politique de l'offre de Macron ressort, elle, à peine écornée (sur plus de 100 milliards d'exonérations ou de crédits d'impôt divers, on évoque 1,5 milliard d'économies qui mettent déjà en fureur le MEDEF). Gageons que la gauche ralliée passera plus de temps à batailler sur la « taxe Attaman » et autres gadgets qu'à s'attaquer aux causes réelles de la dérive de nos finances publiques.

■ **Budget (2).** – Bon nombre de maires, d'élus départementaux ou régionaux auront ri (jaune) en entendant Sébastien Lecornu appeler de ses vœux une nouvelle étape de décentralisation, alors que, « en même temps », il prépare une ponction de près de 5 milliards d'euros sur leurs budgets. Le groupe LR, parti comptant un grand nombre d'élus locaux, aurait eu beau jeu de rappeler que les finances locales sont plutôt en ordre alors que le budget de l'État est devenu une gabegie sous Macron, mais il a préféré se rallier pour sauver ses postes. Les députés des outre-mer ont été plus conséquents : constatant que les crédits des DOM-

Ces deux moments de contestation populaire furent logiquement soutenus par un journal sinon marxiste, du moins marxien : *Le Monde diplomatique*. Subséquemment, il n'est guère surprenant de voir des intellectuels marxisants signer des articles au sein de ce laboratoire altermondialiste. Cantonnons-nous à trois d'entre eux. Chez M. Badiou, éternel normalien et maoïste, la tentation du syncrétisme est grande, puisque celui-ci tente de concilier l'inconciliable, à savoir Marx et Platon, donc le matérialisme historique et l'idéalisme philosophique, ou encore l'éloge du philosophe roi et la dictature du prolétariat : vaste programme. Plus cohérent est le philosophe Frédéric Lordon qui s'attache à allier structuralisme marxien et anthropologie spinoziste. Enfin, François Bégaudeau, profil davantage littéraire, nous propose dans *Histoire de ta bêtise* un portrait socio-psychologique de la bourgeoisie, sans céder à la tentation du pamphlet. En définitive, si le marxisme n'est plus en odeur de sainteté, l'héritage se maintient cahin-caha, quitte à revêtir de multiples formes. ■

LÉON LETELLIER.

TOM seront une fois de plus sacrifiés alors que le climat social est explosif, des Antilles à la Nouvelle-Calédonie, ils ont voté massivement la censure.

■ **Pauvre Philippe.** – Édouard Philippe, dont le score s'effondre dans les sondages, pensait se refaire une santé en plaçant pour un départ anticipé d'Emmanuel Macron. Il vient d'ailleurs de réitérer ses propos dans les colonnes du *Figaro*. Manque de chance : les troupes ne suivent pas. À l'Assemblée, pas une voix n'a manqué à Sébastien Lecornu et trois députés Horizons sont entrés au gouvernement. N'est pas Iago qui veut !

■ **Vendetta.** – Très irrités après l'échec de leur motion de censure, les LFI n'ont pas de mots assez durs pour fustiger le ralliement des « sociaux-traitres ». Pour Bompard et ses camarades, tout cela se payera aux municipales ou aux législatives en cas de dissolution. D'ici là, on va s'employer à débaucher les quelques députés frondeurs du groupe PS. Maigre satisfaction !

■ **Nouvelle-Calédonie.** – Le gouvernement a présenté, le 14 octobre, un projet de loi visant à transposer dans la Constitution les dispositions de l'accord de Bougival du 12 juillet 2025. Et une proposition de loi portant sur le report des élections provinciales est déjà en discussion au Sénat. On peut partager le souci du Premier ministre de traiter sérieusement le dossier calédonien et s'étonner d'une précipitation qui peut faire capoter le processus. L'urgence est souvent mauvaise conseillère.

HUBERT DE MARANS.



◀ Une barre HLM des quartiers sud d'Avignon. Depuis dix ans, la rénovation du parc social marque le pas.

Congrès HLM

Le cri d'alarme des bailleurs sociaux

par Nicolas Maxime.

Le 85^e Congrès HLM, qui s'est tenu fin septembre à Paris, a dressé un constat préoccupant, entre baisse des constructions, augmentation des demandes et ponction de la RLS. Dans ce contexte, la nomination de Vincent Jeanbrun au ministère du Logement accentue l'écart entre un secteur en crise et un pouvoir politique qui semble déconnecté du réel.

Le Congrès HLM réunit, chaque année depuis 1948, les bailleurs sociaux, les élus et les acteurs institutionnels pour débattre des politiques publiques concernant le logement. Le 85^e congrès a eu lieu à Paris du 23 au 25 septembre sur le thème : « Les qualités du logement social ».

Cet événement a mis en exergue les difficultés auxquelles le secteur est confronté depuis quelques années. Ainsi, en 2025, les demandes de logement social ont atteint un record de 2,9 millions (1), soit près d'un ménage français sur dix. On constate également une chute des agréments pour la construction des logements sociaux, qui est passée de 122 859 en 2016 à 82 184 en 2023 (2) – et ce, malgré une légère remontée en 2024. Mais la situation est encore plus préoccupante en Île-de-France où la production reste insuffisante face à une demande qui ne cesse de s'accroître. Le secteur du logement connaît une véritable crise dont les effets sont désormais connus : raréfaction du foncier, hausse du prix des matériaux pour la construction, désengagement de l'État...

Lors de ce congrès, une des revendications majeures des participants était le retrait de la RLS (réduction de loyer de solidarité) (3). Ce dispositif pèse lourdement sur les finances des bailleurs sociaux puisque, sur l'année 2025, il a coûté 1,1 milliard d'euros aux organismes HLM (1), les privant ainsi de ressources

supplémentaires, qui sont pourtant indispensables pour la rénovation et la construction de nouveaux logements. Cette réduction n'est pas compensée intégralement par l'État car ce sont les bailleurs sociaux qui en assument le coût à travers une ponction sur leurs recettes locatives.

On voit donc que, derrière une mesure présentée comme sociale, se cache en réalité un transfert de charges de l'État vers les organismes HLM. Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat, a dénoncé un « déni de réalité politique », qualifiant cette ponction d'« inique et délétaire », rappelant au passage que la RLS prive le secteur de moyens supplémentaires et entrave ses capacités d'investissement.

Le congrès HLM a relayé le cri d'alarme des bailleurs sociaux qui se trouvent dans une impasse à la fois financière et opérationnelle.

Face à cette situation d'urgence, des revendications ont été formulées par les bailleurs sociaux : le retrait de la RLS qui grève leur budget ; le renforcement du Fonds national d'aide à la pierre afin d'obtenir des ressources supplémentaires pour la rénovation et la construction de nouveaux logements ; un soutien financier pour la rénovation urbaine afin d'améliorer la qualité de vie et d'accompagner la transition écologique.

Lors de ce congrès, les acteurs du logement ont exprimé leur désarroi et leur colère en réaction à l'abandon des pouvoirs publics. Les bailleurs sociaux se sentent de plus en plus démunis, dans une impasse à la fois financière et opérationnelle. La rénovation du parc social s'est considérablement ralentie depuis les débuts de l'ère Macron, la construction de logements neufs s'effondre en Île-de-France, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Occitanie, régions où la demande est particulièrement forte (en région parisienne, le nombre de dossiers en attente avoisinera prochainement le million). Les besoins de la population n'ont jamais été aussi importants, et les moyens pour y répondre sont de plus en plus insuffisants.

Signaux inquiétants. – La nomination récente de Vincent Jeanbrun, député LR, comme ministre du Logement dans le gouvernement Lecornu II, a de quoi inquiéter le monde HLM. Ce dernier se positionne pour « la fin du logement HLM à vie » et souhaite privilégier l'attribution de logements sociaux à ceux qui travaillent. Il a également établi un plan visant prétendument à « réparer les quartiers », mais qui conduirait en réalité à en expulser les plus fragiles. En outre, le budget pour 2026 qu'il sera amené à défendre prévoit un nouveau gel des aides personnelles au logement (APL). Ces mesures semblent en décalage complet avec les priorités portées par les bailleurs sociaux.

Cette ligne politique ressemble plus à une logique de tri qu'à une véritable politique du logement. Rappelons que les bailleurs, déjà fragilisés par la réduction de loyer de solidarité (RLS) et la hausse des coûts de construction, demandent avant tout des moyens pour rénover, construire et maintenir les loyers à des niveaux accessibles, afin de loger les plus modestes sans conditions de statut. Entre le congrès et la nomination de Vincent Jeanbrun à la tête du ministère du Logement, il y a un décalage énorme entre le réel et le discours politique, mais aussi la sensation que les politiques ne prennent pas conscience de la gravité de la crise du logement, celle-ci devenant de plus en plus inquiétante pour de nombreux Français qui ont de plus en plus de mal à se loger.

Que faudra-t-il de plus pour réveiller le politique sur l'urgence d'une situation qui ne cesse d'empirer ? ■

(1). Banque des Territoires / Localtis, 23 septembre 2025 : [Le secteur en première ligne face à un État absent](#).

(2). Rapport du Sénat, n° 804, 1^{er} juillet 2025 : [« Quel bilan pour le Fonds national des aides à la pierre \(FNAP\) ? »](#)

(3). Ce dispositif, qui s'adresse aux ménages les plus modestes, consiste en une diminution de loyer. Elle est appliquée directement par le bailleur, afin d'alléger la charge des locataires.

Industrie

Impasse automobile

Les constructeurs automobiles européens se replient sur les grosses cylindrées, au détriment des besoins de la grande masse des consommateurs. Ce qui ne les met nullement à l'abri de la concurrence chinoise.

La fermeture provisoire en octobre des grandes usines de construction automobile en France et en Allemagne pour cause de surproduction est un signal d'alarme pour toute l'industrie européenne, distancée par sa concurrente chinoise. L'émission *Cash investigation* d'Élise Lucet, le 30 septembre sur France 2, en prenant comme angle d'attaque la stratégie marketing de Peugeot pour placer ses SUV, lourds et polluants, auprès d'une clientèle aisée, donnait, sans polémiques excessives, tous les éléments de la crise.

La Commission européenne a fixé des normes pour faire baisser la pollution générée par les automobiles. Mais, soumise à un lobbying des constructeurs allemands, elle a accepté une véritable tricherie qui favorise les véhicules lourds et notamment les « hybrides » qui fonctionnent avec deux moteurs, un électrique et un thermique. Stellantis a tenté de suivre, notamment avec ses SUV Peugeot, d'où le thème de l'émission qui montrait que ce genre de véhicule est, de plus, dangereux, en cas de collision, pour les autres utilisateurs de la route en raison de son poids et de sa solidité.

Désormais, seuls 31 % des Français peuvent, à partir de l'âge moyen de 50 ans, s'acheter un véhicule neuf. C'est le résultat d'une inflation du prix de modèles de plus en plus sophistiqués et de la stagnation du pouvoir d'achat des consommateurs en âge de travailler. Pour les autres, surtout ceux qui, en banlieue ou « à la campagne », ne peuvent se passer d'un ou plusieurs véhicules, restent des véhicules thermiques d'occasion de taille moyenne ou petite. Si l'on prend en compte le bilan carbone des matériaux mis en œuvre, ce genre de véhicule devrait bénéficier d'un encouragement des écologistes. Mais c'est tout le contraire !

Pendant ce temps, les Allemands qui, contrairement aux autres constructeurs européens, semblaient avoir réussi leur implantation sur le vaste marché chinois, sont désormais dépassés techniquement par leurs partenaires et imitateurs. On le constate dans les rues parisiennes où les SUV des marques chinoises BYD ou MG (autrefois britannique) remplacent peu à peu les BMW mais aussi les Tesla américaines d'Elon Musk, victime de ses engagements politiques...

L'émission se terminait par une conclusion optimiste sur la possibilité à terme

d'un marché du véhicule d'occasion électrique. Non sans signaler le prix plus élevé des réparations et la question de l'obsolescence rapide d'un secteur en rapide évolution. Et sans vraiment évoquer la question de la durée de vie et du coût de remplacement des batteries dont les Chinois ont le quasi-monopole. ■

PAUL CHASSARD.

Armement

L'Allemagne joue contre la France

L'Allemagne de Merz ne cache plus ses ambitions en matière de défense. Elle réinvestit dans les chars lourds, contrairement à la France, et menace nos positions dans le domaine des avions de combat.

Les Allemands, dont l'industrie automobile craint de chanceler sous la concurrence chinoise, se reconvertissent rapidement dans l'industrie d'armement à la faveur de la guerre russo-ukrainienne. Le fabricant de canons Rheinmetall connaît une croissance extraordinaire dopée par ses partenariats américains. Il faut lire ce que Véronique Guillermand, dans *Le Figaro Économie* du 10 octobre, dit des ambitions démesurées de l'ogre de Düsseldorf.

La Quinzaine en France

■ **Croissance.** – Un groupe d'économistes interrogés par *Les Échos* le 14 octobre juge assez optimistes les prévisions associées au projet de budget 2026. Selon le FMI, la croissance française ne dépassera pas 0,7 % en 2025, contre 1,2 % pour la zone euro et près de 3 % pour l'Espagne. Et elle devrait se situer au mieux entre 0,7 % et 0,9 % en 2026, alors que Bercy table sur 1 %.

■ **Patronat.** – Le MEDEF a fait savoir à grands coups de trompe qu'il renonçait à son « Grand Métingue » de protestation du 13 octobre. « *Par souci d'apaisement* », selon Patrick Martin dont on connaît la grandeur d'âme. Ce qu'il dit moins, c'est que la CGPME et l'U2P (entreprises de proximité) n'avaient nullement l'intention de participer à cet événement très politique et qui reflétait les intérêts du grand patronat.

■ **Sombres perspectives.** – Un sondage commandé en septembre par le Haut-commissariat au plan confirme le pessimisme croissant des Français sur l'avenir de notre modèle social : une majorité des sondés pensent qu'en 2035 l'état des grands services publics sera pire qu'aujourd'hui et que la Sécurité sociale pourrait disparaître d'ici à 2050. Après huit ans de macronisme, le moral du pays n'a jamais été aussi bas.

Son analyse des manœuvres autour de la coentreprise franco-allemande KNDS, qui fabriquera les futurs chars européens, se termine sur l'étonnement de Marc Chassillan, ingénieur militaire, expert en chars d'assaut, sur « *le silence absolu de la France* ». Comme si la France, conclut le journaliste économique, « *engluée dans une crise politique inédite et une dette abyssale, acceptait de subir une étrange défaite* ». Ces mots font référence à l'historien Marc Bloch, qui caractérisait ainsi la défaite de la France en 1940, et qui sera panthéonisé le 16 juin 2026.

Même du côté de l'aviation, l'excellence de Dassault est piétinée par les Allemands qui n'entendent pas laisser les Français jouer un rôle déterminant dans le Système de combat aérien du futur (Scaf). Le président-directeur général de Dassault Aviation, Éric Trappier, s'en est expliqué le 24 septembre devant la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, dont les membres n'ont pu que l'écouter, atterrés et impuissants. Dassault se sentirait pourtant en capacité de mener un tel projet tout seul plutôt que de se faire plumer par ses concurrents allemands. Encore faudrait-il qu'il y ait un gouvernement français capable de tenir tête à des « partenaires » européens soucieux de profiter des faiblesses de notre pays pour arrondir leur pactole au prix d'une soumission de plus en plus grande aux États-Unis. ■

P. C.

■ **Armement.** – Le « *fonds Défense* » annoncé par Sébastien Lecornu et Éric Lombard le 20 mars devrait voir le jour d'ici peu. La BPI, qui en est l'opérateur, annonce fièrement vouloir collecter 450 millions d'euros. De quoi faire rire (jaune) les industriels du secteur qui chiffrent en dizaines de milliards les besoins en capital pour soutenir notre effort de défense. Plutôt que cette mesure, l'État serait sans doute mieux avisé de redéployer son portefeuille de participations (près de 200 milliards), dont Bercy ne fait pas grand chose d'utile.

■ **Malfaisance bruxelloise.** – L'équipementier électrique Legrand (38 000 salariés dont 5 000 en France) s'est trouvé à deux doigts, cet été, de passer sous contrôle du groupe helvético-suédois AAB. Pour une fois, le gouvernement a bien réagi en s'opposant à ce mariage forcé. On se souvient qu'en 2001 la Commission avait mis son veto à la fusion volontaire de Legrand avec son homologue français Schneider Electric, au prétexte que cela aurait déséquilibré le marché français et européen. Il devenait donc une proie facile pour son concurrent AAB, trois fois plus gros. Gageons que Bruxelles aurait préféré cette solution « européenne » à l'émergence d'un grand champion français.

YVONNE CHASSARD.

Myaku Myaku. La mascotte de la récente exposition universelle d'Osaka est à l'image d'un Japon en pleine transformation.



SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : IBAMOTO

Un nouveau Japon

Myaku Myaku

par Yves La Marck.

Myaku Myaku (« De génération en génération »), la mascotte de l'Exposition d'Osaka, qui a fermé ses portes le 13 octobre, a fait fureur. La société 5.0 sauvera-t-elle le Japon d'un déclin irréversible ? La réponse dépend de choix politiques et stratégiques qui seront faits.

Du 13 avril au 13 octobre, l'île artificielle de Yumeshima a accueilli près de 25 millions de visiteurs. Des investissements de plus d'1,5 milliard d'euros devraient dégager un léger surplus de 150 millions, notamment grâce aux ventes de la mascotte, tant controversée au départ. Le Japon a montré qu'il pouvait encore « concevoir la société du futur et imaginer notre vie de demain », autant qu'en 1970 la précédente Exposition universelle à Osaka (64 millions de visiteurs) avait préfiguré la téléphonie sans fil, le GPS, les voitures électriques. Cette fois, la robotique, l'automatisation des transports, l'intelligence artificielle étaient au premier rang.

Le Japon se trouve contraint de compenser le recul démographique qui s'accélère (sa population de 128 millions en 2010 tombera sous la barre des 100 millions en 2050) avec une accentuation rapide du vieillissement (38 % de plus de 65 ans en 2050). Or la société japonaise est réticente au recours à l'immigration étrangère, qui a néanmoins doublé en douze ans, passant de 1,5 à 3 % de la population totale, avec une composition diversifiée (aux traditionnelles minorités coréenne et chinoise,

s'ajoutent des Sud-Américains et des Moyen-Orientaux, notamment des Kurdes qui ont soudain fait la une de l'actualité après une agression). Un parti, dénommé Sanseitō (« Fais-le toi-même »), fondé en 2022 sur ce thème avec le slogan « les Japonais d'abord », a obtenu 15 % aux élections partielles de la chambre haute le 20 juillet, faisant perdre la majorité au parti libéral-démocrate (PLD) dominant. Singulièrement, ce parti s'élève non seulement contre le recours à la main-d'œuvre étrangère mais également contre le surtourisme (38 millions de visiteurs en 2024) et l'achat de terrains et de logements par des

Soucieux de regagner son indépendance, Tokyo risque de se voir court-circuité par les initiatives de Trump.

étrangers, notamment par les Chinois.

La montée de ce parti est l'une des raisons du succès de Sanae Takaichi, première femme portée à la tête du PLD lors des élections internes du 4 octobre pour remplacer le Premier ministre battu Shigeru Ishiba. Classée le plus à droite, elle était opposée au ministre de l'Agriculture,

Shinjiro Koizumi, fils d'un ancien Premier ministre non-conformiste, jeune espoir du parti à 44 ans, image de modernité, positionné au centre. Donné favori, celui-ci a été battu, par 54 % contre 46 %, par les adhérents (qui sont de l'ordre d'un million). Deux autres raisons ont joué : Sanae Takaichi est considérée comme l'héritière d'un autre Premier ministre, Shinzō Abe, assassiné en 2022. Elle était soutenue par un poids lourd du parti, également ancien Premier ministre, Tarō Asō. Tous deux incarnent des choix sur lesquels Sanseitō s'est également positionné : l'identité japonaise et sa défense.

La tradition japonaise. — Koizumi père avait été confronté à un dilemme. En 2006, le risque était de ne plus y avoir d'héritier mâle au trône du chrysanthème. Il introduisit donc un projet de loi sur l'accès des femmes à la ligne de succession. La naissance d'un héritier (l'actuel prince, qui vient d'atteindre sa majorité) avait entraîné l'abandon du projet par son successeur Shinzō Abe qui y était hostile, de même que Sanae Takaichi. Tous deux, membres d'un sous-groupe défini par des valeurs nationalistes, le Nippon Kaigi, partagent la même vision de l'histoire japonaise, y compris de la Seconde Guerre mondiale, révisant quelques idées reçues. Takaichi s'est régulièrement rendue au sanctuaire de Yasukuni, mémorial des anciens officiers et soldats de la guerre, y compris des condamnés du procès de Tokyo, le Nuremberg d'Extrême-Orient. Elue de Nara, siège de temples importants et fief de la branche cadette impériale Mikasa, Ta- ▶

kaichi est favorable au retour aux rituels et à la morale traditionnelle shinto. La sœur de son principal sponsor, Tarō Asō, avait épousé le prince impérial de Mikasa ; leur fille a récemment été promue au titre à la suite de la mort de son père, en l'absence de fils. Cet exemple dénote les liens entre haute politique et aristocratie impériale à ce jour, n'importe les origines modestes de la nouvelle présidente du parti.

La guerre en mer de Chine. – La question de la défense n'est pas moins intriquée. Les États-Unis maintiennent au Japon près de 60 000 militaires (dont la moitié à Okinawa, sous souveraineté américaine jusqu'en 1972) ainsi que la base de la VII^e flotte. Shinzō Abe n'a eu de cesse de modifier la Constitution de 1947, pacifiste dans son article 9, pour permettre un accroissement des forces d'autodéfense et de leur rayon d'action. Le premier rendez-vous de la nouvelle Premier ministre sera avec Trump, le 27 octobre en terre japonaise, à la veille du sommet de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) à Busan (Corée). D'abord limité à 1 % du PIB, le budget de la défense devrait atteindre les 2 % en 2027. Washington insiste pour qu'il soit porté, comme pour les membres de l'OTAN, à 3,5 %.

De cette manière, le Pentagone, qui procède actuellement à sa revue stratégique, pourrait envisager un redéploiement de ses forces sur la seconde ligne d'îles du Pacifique, de Guam à l'Australie, laissant le Japon en première ligne, du sud de son archipel (Kyūshū) au détroit de Malacca, en passant par les îles Senkaku et Taïwan. Les premières sont l'objet de revendications chinoises et menacées en permanence par des « pêcheurs ». Une offensive annoncée pour 2027 contre Taïwan ne laisserait pas d'éclabousser le sud de l'archipel japonais. Cette hypothèse appartient encore au non-dit. Personne au Japon ne se risque à l'aborder, sauf le nouveau parti Sanseito et quelques généraux en retraite des forces japonaises (Jieitai), car elle soulève la question de la dissuasion nucléaire. La Corée est plus allante sur cette éventualité apparemment approuvée par une majorité de la population. Il n'en va pas de même, on s'en doute, parmi la population japonaise où la mémoire des explosions atomiques de Hiroshima et Nagasaki est encore vive après 80 ans.

L'équation à la Diète. – Une profonde ambivalence prédomine ainsi dans les relations nippono-américaines. Le PLD a fondé toute son existence depuis sa création en 1955 sur une étroite alliance entre les deux pays jusqu'à ce qu'un segment substantiel de la population y voie une soumission excessive. Soucieux de regagner une indépendance jugée compromise, Tokyo risque désormais de se voir court-circuité par les initiatives de Trump. Le Japon se retrouve ainsi dans une position analogue à celle de l'Europe. Nulle surprise qu'il participe

de la vague droitiste. Sanae Takaichi a été qualifiée de « dame de fer » à l'aune de son idole Margaret Thatcher. On la rapproche aussi de Giorgia Meloni, Marine Le Pen, et Alice Weidel (patronne de l'AfD allemande). La différence avec ces trois dernières est qu'elle a surgi de l'intérieur du parti dominant. La division au sein du parti lors des primaires a laissé des traces. L'allié centriste Kōmeitō a rompu sa longue alliance. Sans prédire que le PLD n'existera plus dans dix ou quinze ans parce qu'il aurait perdu les voix des nouvelles générations, il est plus vraisemblable que

la montée des périls extérieurs et l'éloignement de la protection américaine sapent sa légitimité. Les options iraient alors d'un extrême à l'autre : de la nucléarisation à la neutralisation. Le parti Sanseito a ainsi adopté une position mitigée sur la guerre en Ukraine, en refusant de se couper de la Russie, pays frontalier du Japon, on l'oublie parfois, avec un différend sur les îles Kouriles du Nord. L'opposition de gauche s'est également scindée. Pas moins de six partis sont représentés à la Diète. La politique japonaise est à un tournant. Elle entre dans une période d'instabilité. ■

Europe orientale

Au-delà des apparences

Les élections législatives moldaves et en République tchèque ont donné la victoire aux favoris des sondages, mais il convient de nuancer.

Le 28 septembre, le parti de la présidente moldave pro-UE Maia Sandu a obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés et 53 députés sur 101. Elle perd 10 sièges par rapport à 2021 et le taux de participation est resté à peu près le même. Dans un climat de dramatisation où les électeurs étaient censés choisir entre l'Europe et la soumission au pouvoir russe, 52 % de participation est un score moyen. D'autant que ces élections moldaves avaient pris une dimension qui dépassait largement le cadre national. L'ampleur de l'intervention russe dans le processus électoral tout au long de la campagne, et la venue en Moldavie (à Chișinău, le 27 août) de plusieurs chefs de gouvernement européens, notamment la troika Tusk, Merz, Macron, donnaient à cette élection la dimension d'un nouveau référendum sur l'adhésion à l'Union européenne.

De plus en plus de Moldaves aspirent à une meilleure prise en compte de leurs difficultés quotidiennes (chômage, inflation, faible croissance économique), que les réformes structurelles promues par la présidente n'ont pas endiguées. Le succès relatif de partis favorables à une politique davantage tournée vers les problématiques internes, dont celui du maire de Chișinău, en est un signe. Si les diasporas ont soutenu Maia Sandu, en Transnistrie, son parti obtient même près de 30 % des voix, l'ouverture uniquement de deux bureaux en Russie pour près de 300 000 votants potentiels est plus que discutable. Enfin, si les villes sont favorables au parti au pouvoir, le monde rural reste favorable à l'opposition, la palme revenant à la Gagaouzie où les pro-UE n'obtiennent que 3,19 %.

En République tchèque, le parti du milliardaire Andrej Babiš est arrivé en tête le 4 octobre dans 13 des 14 circonscriptions régionales, à l'exception de Prague avec 34,5 % des voix et a obtenu la majorité à la chambre basse avec 80 sièges, mais c'est une majorité relative, et il doit trouver un ou deux partenaires pour gouverner. Il a annoncé des négociations avec deux partis classés à droite : le SPD (Liberté et démocratie directe) et Motoristé sobě (Les Automobilistes pour eux-mêmes). Le premier, défavorable à la politique pro-Ukraine du gouvernement sortant, a recueilli 7,78 %



Andrej Babiš. À la tête du mouvement populiste ANO, il vient de remporter les élections tchèques.

SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: VOX

et 15 sièges, soit 4 de moins qu'en 2021. Le second, fondé en 2022 par Filip Turek, se bat pour les véhicules à moteur thermique et s'oppose au Pacte vert européen. Avec 6,77 % des voix, il obtient 13 sièges et entre au Parlement dès sa première participation aux législatives.

Cela signifie-t-il qu'Andrej Babiš, s'il est nommé Premier ministre, va faire une politique pro-russe, voire enclencher une sortie de l'Union européenne ? C'est plus que douteux. Dans les deux cas il devrait affronter le président de la République et le Sénat. Et surtout ce serait aller contre ses propres intérêts financiers. Il a d'ailleurs déclaré à plusieurs reprises qu'il ne quitterait pour rien au monde l'Union européenne ni l'OTAN. Il se veut un supporteur de Trump, comme hier il estimait Macron. Il hume l'air du temps et s'y adapte. Il veut donner la priorité aux citoyens tchèques et moins investir dans le soutien à l'Ukraine, qu'il juge excessivement coûteux. Enfin, ses éventuels déboires judiciaires à venir pourraient contrarier ses ambitions politiques. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

Your Grace

« *Your Grace Lady archbishop of Canterbury.* » La nomination, le 3 octobre, de Sarah Mullally comme archevêque de Canterbury, primat(e) de l'Église d'Angleterre et chef(fe) de la Communion anglicane à travers le monde, était logique puisqu'en tant qu'évêque de Londres depuis 2018, elle était au troisième rang dans la hiérarchie après ceux de Canterbury et York, ce dernier étant trop âgé pour prendre la succession. Or sa nomination par le Premier ministre après l'avis d'un Conseil de dix-sept membres, puis sa consécration par le roi Charles III, gouverneur de l'Église d'Angleterre, a fait sensation pour des raisons opposées selon d'où l'on se situe.

Dans une relative indifférence, les médias britanniques, quand ils ont traité au fond comme l'hebdomadaire *The New Statesman*, qui fin août s'était demandé si « l'Église d'Angleterre pouvait être sauvée », dressaient l'état de délabrement dans lequel celle-ci se trouvait. Le nombre de pratiquants est tombé à moins de 800 000, juste derrière la pratique des catholiques alors même que les baptisés anglicans s'établissent à une vingtaine de millions contre 4,5 millions de catholiques (une majorité de Britanniques étant désormais sans religion). L'analyse opposait l'Église de la Nation à celle des paroisses. L'Église d'Angleterre étant établie, c'est une institution du royaume, vingt-six de ses évêques (dont six femmes) sont membres de la Chambre des lords, les débats du Parlement s'ouvrent par une prière, alors que la présence de l'Église se vit concrètement dans les actions



Sarah Mullally, première femme archevêque de Canterbury.

humanitaires ou culturelles au niveau des paroisses. Comme évêque de Londres, qui bénéficie d'une pratique double de celle du reste du pays et d'une plus forte proximité, la nouvelle Dame, ancienne cheffe des services infirmiers du Service national de santé (NHS), est accueillie favorablement en Angleterre.

Il en va autrement à travers le monde. Déjà au Pays de Galles, où l'Église a été désétablie, l'élection d'une femme en juillet 2025 comme archevêque et primat avait été précédée par la conversion au catholicisme de son prédécesseur à Monmouth, comme au total onze évêques anglicans qui ont franchi le pas depuis l'admission des femmes à l'épiscopat en 2015. Mais le pire à venir vient du Sud global qui s'est constitué en fédération (*fellowship*) autonome, estimant depuis 2008 ne plus être en « communion » avec l'Église d'Angleterre tout en demeurant anglicans. Présidé par le primat de l'Église anglicane du Rwanda, le GAFCON (Global Anglican Fellowship Conference) se réunira en mars au Nigeria avant le Conseil consultatif anglican du mois de juin, qui devrait examiner des changements de structure dont la primauté automatique du siège de Canterbury. Le Commonwealth avait décidé qu'après Charles III, la présidence serait élective et donc ne reviendrait plus automatiquement au roi d'Angleterre, ce que le prince de Galles, William, avait parfaitement admis. Ce dernier ne partage pas l'attachement à la foi ou au moins à la pratique religieuse de son père. Il se veut le défenseur de toutes les fois et proche des catholiques, comme son déplacement officiel à Rome, le 1^{er} novembre, le montrera pour la proclamation de John Henry Newman comme docteur de l'Église (universelle). Newman, clerc anglican, avait fondé en 1835 le mouvement d'Oxford qui avait suscité le ralliement de nombreuses élites anglicanes au catholicisme romain où il deviendra cardinal. ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **Australie.** – Les élus du parlement local de l'État du Victoria ont ouvert, le 14 octobre, des discussions sur la création d'un organe consultatif spécial permettant la représentation des aborigènes. Cette institution devrait voir le jour après la conclusion d'un traité entre les autorités et les peuples concernés, et représenterait une innovation historique en Australie. En 2023, un projet similaire proposé à l'échelle fédérale avait été rejeté par référendum.

■ **Iran.** – Le jeune touriste franco-allemand de 19 ans Lennart Monterlos, arrêté en juin et détenu depuis lors pour des soupçons d'espionnage, a été acquitté le 14 octobre par un tribunal révolutionnaire. Le même jour, deux autres français emprisonnés par la République islamique depuis mai 2022, Cécile Kohler et Jacques Paris, ont en revanche été condamnés pour espionnage respectivement à 20 et 17 ans de prison.

■ **Pérou.** – Le 10 octobre, la présidente Dina Boluarte a été destituée par le Congrès sur le chef d'« incapacité morale permanente ». La chute de Boluarte ne sera vraisemblablement pas de nature à résoudre une crise politique née de l'insécurité endémique. Le président par intérim José Jeri doit d'ores et déjà faire face à des manifestations appelant à sa démission, et les prochaines élections générales ne sont prévues qu'en avril 2026.

■ **Madagascar.** – Épilogue de plusieurs semaines de contestation populaire, l'armée a pris le pouvoir dans la foulée de la destitution du président Andry Rajoelina. Plusieurs sources indiquent que le chef de l'État déchu a quitté le territoire grâce à une exfiltration opérée par la France. Le colonel Michael Radrinarina, provisoirement à la tête de l'exécutif, tente de mettre sur pied une transition militaire, dans l'attente d'un référendum constitutionnel.

CASIMIR MAZET.





Institutions

Crise politique ou crise de régime ?

par Bertrand Renouvin.

La crise ! La Crise ! Mais connaissons-nous vraiment la crise à laquelle nous sommes confrontés ? On parle de crise politique. On évoque une crise de régime comme s'il s'agissait d'une crise politique de haute intensité. On bavarde même sur une crise des institutions républicaines... Essayons d'y voir clair.

Dans les médias, les mots volent dans tous les sens, vidés de leur signification. Il s'agit de faire des effets de manche pour toutes sortes de motifs étrangers au raisonnement politique. Le sentiment de la crise se renforce, au risque d'aggraver l'angoisse collective. Il est urgent de retrouver son sang-froid en s'appuyant sur de classiques définitions.

Un régime politique fait référence au mode d'organisation des pouvoirs publics et à la manière dont ils sont exercés. En d'autres termes, c'est la forme institutionnelle du pouvoir et la pratique politique qui en procède.

Une crise de régime, c'est par conséquent la mise en cause radicale de ce régime et la volonté de le remplacer par un autre type de régime. Notre régime politique, sous la III^e comme sous la IV^e et la V^e République, c'est la démocratie parlementaire. Le régime parlementaire peut se dégrader en régime d'assemblée : l'équilibre des pouvoirs est rompu au profit du pouvoir législatif, qui domine le pouvoir

exécutif. C'est ce qui s'est produit sous la III^e et la IV^e République, dans lesquelles l'instabilité ministérielle n'a cessé de se renforcer en raison des rapports de force au sein de la Chambre des députés. Le régime parlementaire peut aussi se stabiliser sous la forme d'une monarchie élective, comme ce fut le cas entre 1965 – année de la première élection du président de la République au suffrage universel direct – et le passage au quinquennat en 2000.

Nous sommes quant à nous favorables à la monarchie royale, conçue comme accomplissement de la monarchie élective : dès lors que le chef de l'État est désigné selon un ordre dynastique résultant d'une loi de succession inscrite dans la Constitution, le principe d'arbitrage énoncé à l'article 5 (*voir plus bas*) peut devenir effectif puisque le chef de l'État n'est plus l'élu des uns contre les autres. Dès lors, la monarchie royale peut rééquilibrer les relations entre les pouvoirs. Le chef de l'État n'est plus un acteur du jeu politique mais le garant de celui-ci, et le Premier ministre

peut effectivement déterminer et conduire la politique de la nation dès lors qu'il dispose d'une majorité parlementaire.

Cela signifie que nous ne souhaitons pas changer de régime mais réaliser un changement dans la symbolique politique, non un changement de symbolique (*voir l'éditorial*). Il s'agit d'apporter une solution institutionnelle à l'un des problèmes majeurs de la démocratie parlementaire dans notre pays – celui du chef de l'État – dans le respect de la Constitution de la V^e République. Celle-ci pourrait être réformée à la suite d'un référendum portant sur le mode de désignation du chef de l'État. La République en tant que telle serait rigoureusement respectée dans ses principes fondamentaux, inscrits dans le Préambule de 1958.

Il y a crise de régime quand les faiblesses et les impasses institutionnelles font naître une volonté radicale de changement. C'est le cas lorsque Louis-Napoléon Bonaparte établit sa dictature par le coup d'État du 2 décembre 1851. C'est également le cas lorsque Pierre Laval organise le coup d'État du 10 juillet 1940 qui installe, sous la fiction de « l'État français », une autorité de fait qui viole tous les principes de l'État de droit.

La crise de mai 1958 est différente. Il y a bien crise de régime puisque des forces politiques opposées prétendent changer radicalement les institutions. D'un côté, le Parti communiste français et la CGT ont pour projet explicite – mais plus qu'hypothétique – l'abolition de l'ordre

◀ **Emmanuel Macron** annonçant le 9 juin 2024 la dissolution de l'Assemblée nationale. La crise politique était ouverte, non la crise de régime.

bourgeois et l'avènement de la dictature du prolétariat. De l'autre côté, certains militaires et des mouvements d'extrême droite envisagent une dictature militaire sur le mode franquiste ou un régime autoritaire à la manière de Salazar au Portugal. La prise du Gouvernement général à Alger le 13 mai 1958 semble annoncer le largage de parachutistes sur Paris... Or la IV^e République, dans sa faiblesse, recèle une force : le chef de l'État a été peu à peu rétabli dans sa fonction symbolique – dans sa capacité à incarner l'unité de la nation – et le président René Coty bénéficie d'une très large popularité. Alors que le pays est au bord de la guerre civile, il fera appel au « *plus illustre des Français* » qui sauvera la démocratie parlementaire et la République en faisant adopter par référendum une nouvelle Constitution.

Sommes-nous aujourd'hui dans une crise de régime ? La réponse est négative. –

Personne ne veut détruire la République, en dehors de groupes ultras. Ceux-ci reprennent d'ailleurs l'argumentaire du « prétendant » espagnol qui est avant tout fidèle à l'héritage de Franco. Rappelons, pour la centième fois, que la République n'est pas un régime, mais l'idéal de la raison politique : le gouvernement de la nation selon l'intérêt général, qui s'appuie sur un corps de principes inscrits dans la Déclaration de 1789 et dans le Préambule de 1946. La République ne s'oppose pas à la monarchie, mais à l'Empire, pour ce qui concerne l'extérieur, et à l'oligarchie dans le domaine intérieur.

Les institutions de la V^e République résistent aux aléas politiques. Notre Constitution a résisté aux périodes de cohabitation plus ou moins conflictuelles, entre 1986 et 1988, entre 1993 et 1995, entre 1997 et 2002. Contrairement à ce qui a été souvent affirmé, l'existence d'une forte majorité parlementaire à l'Assemblée nationale n'est pas consubstantielle à la V^e République. Bien au contraire, les rédacteurs du texte de 1958 pensaient qu'il fallait remédier à l'instabilité résultant du jeu des partis par un encadrement juridique. La V^e République a donc repris la logique de rationalisation du parlementarisme. Celle-ci ne se réduit pas à la mise en œuvre de l'article 49-3, qui a le plus souvent permis de maîtriser les frondes parlementaires, car le succès d'une motion de censure suppose la coalition des groupes d'opposition. Dans un article récent, Benjamin Morel rappelait que, même en renonçant au 49-3, le gouvernement dispose de plusieurs autres moyens : l'article 40 interdit de présenter des amendements créant de nouvelles charges publiques non compensées ; le vote bloqué (article 44-3) autorise le gouvernement à présenter au



Charles de Gaulle lors de son discours de Bayeux, le 16 juin 1946 : « Au chef de l'État l'attribution de servir d'arbitre au-dessus des contingences politiques. »

vote un texte contenant les seuls amendements qu'il accepte ; le Sénat joue un rôle très important par le jeu des commissions mixtes paritaires ; des ordonnances budgétaires sont possibles à certaines conditions.

Bien entendu, la Constitution de la V^e République est critiquable sur de nombreux points. Nous avons publié nos propres critiques et propositions au fil des septennats et quinquennats et repris les analyses de constitutionnalistes – récemment celles de Lauréline Fontaine sur le Conseil constitutionnel. Nous avons débattu avec Benjamin Morel des réformes qui pourraient être envisagées pour éviter une dérive illibérale. Nous avons aussi dénoncé le mythe de la « *VI^e République* » dont nous savons seulement qu'elle procéderait d'une Constituante – qui ne suivrait pas nécessairement les consignes de Jean-Luc Mélenchon.

Depuis l'adoption du quinquennat, c'est un super-Premier ministre qui dirige le pays.

Le débat sur les institutions reste ouvert. – Mais, hors slogans, personne ne propose un régime fondamentalement différent. Comme naguère le Front national, le Rassemblement national ne se pose pas en adversaire de la démocratie parlementaire et il n'a jamais visé la destruction de la V^e République. Mais si ce parti obtenait la majorité absolue lors des prochaines législatives, puis parvenait à faire élire sa candidate ou son candidat à la prochaine présidentielle, la crise politique gagnerait évidemment en intensité.

Comme toute crise politique, celle que nous vivons a plusieurs causes et de multiples effets. Au mépris de la lettre de la Constitution de 1958, le septennat permet-

tait une dérive présidentialisante lorsqu'il y avait pleine cohérence entre le président de la République, le Premier ministre et l'Assemblée nationale. Cette dérive était cependant freinée par les conflits entre le président et le Premier ministre, comme par les contradictions au sein de la majorité parlementaire. L'adoption du quinquennat, après le référendum du 24 septembre 2000, a provoqué un hyper-présidentialisme paradoxal : la fonction présidentielle a disparu et c'est un super-Premier ministre, tel Nicolas Sarkozy, qui a dirigé le pays. Cette phase a culminé dans l'hyper-présidentialisme « *jupitérien* », par lequel Emmanuel Macron a voulu jouer tous les rôles, y compris ceux des principaux ministres.

Mis en difficulté par le résultat des élections législatives de 2022, l'hyper-président a perdu le contrôle de la vie politique après la dissolution manquée de juillet 2024. Reflétant les divisions du pays, les trois blocs plus ou moins cohérents qui composent l'Assemblée nationale provoquent une forte instabilité puisque, comme sous la IV^e République, les extrêmes refusent toute participation à un gouvernement – hier les gaullistes et les communistes, aujourd'hui les mélenchonistes et les lepénistes. Reste un faux bloc central, composé de partis (Parti socialiste, Les Écologistes) qui hésitent entre soutien et opposition, d'entrepreneurs individuels qui veulent garder leur circonscription, de petites féodalités menées par un aspirant à la présidentielle, par exemple Édouard Philippe, Gabriel Attal ou Laurent Wauquiez.

Enfin, chacun peut observer que la succession accélérée des élections présidentielles a stimulé les ambitions, hystérisé les rivalités politiciennes et provoqué des phénomènes d'addiction à la présidentielle dont Jean-Luc Mélenchon présente la forme la plus aiguë. Si l'on sort de la pathologie, on constate que la crise politique est une crise de l'oligarchie : quelques-uns dirigent, pour le compte de grands intérêts privés, et sont incapables de sortir des impasses provoquées par le néolibéralisme.

Quels que soient les rebondissements à venir, une conclusion immédiate s'impose, qui ne demande aucune dépense supplémentaire, aucune réforme constitutionnelle, mais seulement de la volonté. Il faut rétablir la fonction présidentielle telle qu'elle est définie par l'article 5 de la Constitution : *Le Président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, du respect des accords de Communauté et des traités.*

Un homme d'État, ça s'oblige à respecter la Constitution. Encore faut-il avoir la volonté de s'obliger – et savoir ce que c'est que la volonté. À ces deux égards, le doute grandit. ■

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : DOMAINE PUBLIC



Idées politiques

Piketty et Sandel refont le monde

par Casimir Mazet.

L'un est philosophe, professeur à l'université d'Harvard. L'autre est économiste, directeur d'études à l'EHESS. Tous deux, le Français et l'Américain, ont librement dialogué en mai 2024 au pupitre de l'École d'économie de Paris. Publiée aux éditions du Seuil, *Ce que l'égalité veut dire* est la transcription de ce dialogue interdisciplinaire entre chercheurs.

Aborder l'inégalité sous son angle matériel, s'emparer du concept pour un état des lieux de la participation et de la représentation politiques ou l'envisager en considérant la reconnaissance sociale et la dignité des individus constituent trois approches distinctes. Piketty et Sandel tentent de démontrer qu'elles sont fondamentalement complémentaires en articulant leurs pensées respectives. *Ce que l'égalité veut dire* et, ajoute le titre en anglais de ce bref essai à deux voix, *Pourquoi c'est important*, s'imposent comme les idées motrices d'une conversation que l'on aurait souhaitée pragmatique mais qui dépasse rarement le stade de l'idéalisme.

Le meilleur est-il à venir ? – L'échange s'ouvre sur un constat de Thomas Piketty : non, les inégalités ne se creusent pas, elles régressent. Au cours des deux derniers siècles, bien des formes d'inégalités (sociales, sexuelles, ethniques, économiques...) ont connu un mouvement de repli évident sous l'effet de réformes emblématiques : suffrage universel masculin puis féminin, droits reproductifs, droits

ouverts aux couples homosexuels, luttes contre toute forme de discrimination, progressivité de l'impôt... Il existerait donc une tendance générale à la réduction des inégalités entre les individus du fait de leurs caractéristiques innées, de leur statut ou de leur richesse, qui invite à l'optimisme l'homme de gauche qu'est Piketty. Si, aujourd'hui, en Europe, les 10 % les plus riches détiennent plus d'un tiers des revenus et la moitié du patrimoine total, la situation était pire encore il y a cent ans, nous assure-t-il. Mais la trajectoire se poursuivra-t-elle sans s'infléchir ? Une telle perspective n'est pas envisagée alors même que la planète connaît un bouleversement économique, géopolitique et écologique inédit.

Le combat contre l'inégalité amène à s'orienter vers deux options, synthétiquement formulées par Michael Sandel : « *D'un côté une redistribution radicale en maintenant la marchandisation, de l'autre un maintien de la répartition des richesses mais avec une démarchandisation de la vie sociale.* » Thomas Piketty rappelle que la démarchandisation de secteurs entiers de

l'activité économique fut le grand succès de la social-démocratie, notamment scandinave, dont on oublie aujourd'hui qu'elle était véritablement radicale. Selon lui, une démarchandisation poussée permettrait de vider de son sens l'inégalité de revenus, bien qu'il admette par ailleurs la nécessité de réduire ces mêmes inégalités, une démarchandisation intégrale relevant de l'abstraction. La discussion ne fait pas l'impasse, à cet égard, sur la part de responsabilité de la gauche, en particulier américaine, dans le démantèlement de l'État redistributif. Succédant aux années Reagan, les mandats Clinton ont brouillé les lignes entre droite et gauche, notamment parce que la gauche – politique comme intellectuelle – n'a pas su défendre la progressivité d'un impôt qui avait atteint le seuil de 90 % sur les revenus des plus riches Américains dans les années 1940-1960. Cette perte de repère a été l'une des causes de la montée de la contestation « populiste », hier impulsée pendant la présidence Obama par *Occupy Wall Street* et le *Tea Party*, et aujourd'hui poursuivie à travers le républicanisme trumpien.

Michael Sandel pose un regard très lucide sur les conséquences sociologiques d'une « méritocratie » théorisée pour justifier les inégalités en Occident. Celle-ci a provoqué l'émergence d'une élite désormais persuadée qu'elle doit son succès à ses seuls efforts sans plus aucune considération de l'environnement social qui a pourtant favorisé son accession au sommet... La méritocratie n'a pourtant de pertinence qu'en présupposant que chaque

◀ **Thomas Piketty.** Son dialogue avec le philosophe Michael J. Sandel ouvre sur une nouvelle approche de la question sociale.

personne bénéficie des mêmes chances au départ. Or, parmi les espaces où subsistent les inégalités à l'intérieur des sociétés développées, figure en tête l'accès à l'enseignement supérieur. Sandel et Piketty s'attardent – mais sans franchement convaincre – sur les différents mécanismes de « *discrimination positive* » (quotas imposés contre pénalités financières, places réservées...) qui pourraient garantir une plus grande diversité sociale au sein des grandes universités ou écoles supérieures, voire des institutions politiques elles-mêmes. Las ! Les exemples issus du droit comparé n'offrent en général que rééquilibrages partiels et contre-effets pervers.

Fédéralisme mondial... et souverainisme universaliste. – La social-démocratie a ignoré à l'échelle globale les écarts de richesse Nord-Sud. Tout au contraire, elle a prospéré grâce à ceux-ci. Comment Thomas Piketty propose-t-il de s'y attaquer ? Par une politique fiscale mondiale, laquelle passerait par une taxation minimum à l'échelle de l'OCDE, voire d'un impôt progressif instauré par « *quelque chose comme les États-Unis du monde* ». En appelle-t-il à la disparition des frontières et des cadres nationaux ? Iréniste assurément, il rêve d'un « *socialisme démocratique, un socialisme fédéraliste et internationaliste* » fondé sur la libre circulation des travailleurs, mais point du capital ou des biens. Les limites politiques de l'État-nation auraient du bon dès lorsqu'il s'agit d'éviter le déferlement incontrôlé de flux financiers et de sauver l'activité économique locale en mettre en œuvre une forme de protectionnisme qu'il nomme complaisamment le « *souverainisme universaliste* ». Quant aux préoccupations des populations vis-à-vis de la pression migratoire, Piketty n'y voit qu'une erreur d'analyse, estimant, à la lecture des cartes électorales du vote Trump aux États-Unis ou Le Pen en France, que le ressort de la contestation est la désindustrialisation, non l'immigration.

Parce que les échanges demeurent en superficie, il est finalement assez peu question d'économie concrète. C'est pourtant Piketty qui s'y exprime majoritairement, le dialogue prenant très vite l'apparence d'une interview de ce dernier par Michael J. Sandel. De *Ce que l'égalité veut dire*, il ne faut donc pas attendre la synthèse de la pensée de Piketty ni de celle de Sandel. Tout juste s'agit-il de l'humble *teaser* (pardonnez l'anglicisme !) d'une pensée mondialiste alternative au néolibéralisme dont la grande force serait d'inviter un large public à questionner comme elle le mérite la problématique des inégalités. ■

▶ **Thomas Piketty et Michael J. Sandel,** *Ce que l'égalité veut dire*, Seuil, septembre 2025.

International

Que sait-on de l'Iran ?

Idées reçues sur l'Iran. Un pouvoir à bout de souffle ? par Clément Therme, *Le Cavalier Bleu*, août 2025.



Régulièrement, l'opinion se demande si la République islamique d'Iran instituée depuis 1979 est sur le point de sombrer. La récente « *guerre de douze jours* » avec Israël a relancé la rumeur. On avait pensé la même chose lors des manifestations « *femme, vie, liberté* » en 2022. Le choc décisif viendra-t-il de l'extérieur ou de l'intérieur ? Qui l'emportera de la démocratie ou de l'armée ?

Le premier constat est d'abord celui de notre ignorance. On peut choisir de lire les ouvrages d'un ancien diplomate auprès de la cour de Perse au milieu du XIX^e siècle, Arthur de Gobineau, encore largement pertinents. On peut faire appel aux quelques rares spécialistes contemporains au nombre desquels Clément Therme. Dans la collection « *Idées reçues* », il sait ne pas prendre systématiquement le contrepied des opinions communes comme le voudrait ce titre, mais subtilement naviguer entre le vrai et le faux. Ainsi pourrait-on parvenir à ne pas émettre des prédictions qui ne tiennent pas la route ou se tromper en toute bonne foi sans prétendre avoir tort ou raison sur tout et n'importe quoi. La liste des idées étant limitée à vingt, on peut arriver à débayer suffisamment pour tenter d'y voir plus clair.

L'alternative fréquemment avancée est celle de Kissinger entre la nation et la cause. L'islamisme de Téhéran est-il un nationalisme ou une croisade internationale ? Au second terme, on associe « *arc chiite* » ; au premier, un Iran qui renie l'Empire perse. L'auteur a raison de commencer par la quête des origines, ou plutôt par le sens des mots : Iran, d'après la fameuse *Encyclopædia Iranica*. Où l'on n'associe pas, comme le faisait Bernard-Henri Lévy, l'Iran aux théories raciales de l'Allemagne nazie, le changement de nom étant intervenu en 1935 sous Reza Chah Pahlavi père, mais au souci d'unité nationale. Les Perses ne constituent qu'une partie de la population iranienne (60 %) et du territoire historique (on oublie toujours les Mèdes). Ce sont les Britanniques qui ont voulu maintenir l'ancienne terminologie (la fameuse compagnie pétrolière Anglo-Persian). La balkanisation de l'Iran a longtemps été une de leurs stratégies : aujourd'hui encore Kurdes (10 %) et Baloutches sont en semi-sécession, alors que les Azéris (16 %) sont influents au sein du pouvoir (le guide suprême lui-même). Le passé anté-islamique insupporte les musulmans en géné-

ral, mais la nécessité de maintenir l'unité nationale l'emporte pour le maintien du terme Iran de préférence à celui de Perse.

Une autre idée reçue à laquelle s'attaque l'auteur est celle selon laquelle « *le changement de régime est impossible en Iran* ». C'est habile puisque l'on aurait plutôt tendance à rencontrer l'opinion inverse, c'est-à-dire que le changement de régime est inéluctable, voire imminent. Si l'auteur n'exclut pas une chute du régime, c'est qu'il ne l'entend pas de manière aussi simpliste qu'une transition vers une démocratie à l'occidentale ou un retour à une monarchie constitutionnelle. Les jeux de pouvoir sont bien plus complexes dans un immense pays de 80 millions d'habitants dont il expose par ailleurs les caractères en termes notamment d'âge, d'éducation, de genre et de valeurs. ■

DOMINIQUE DECHERE.

Mémoires d'historien

Le jardinier du temps qui passe

Rien ne passe, tout s'oublie ; souvenirs d'histoire, par Emmanuel de Waresquiel, *Tallandier*, avril 2025.



On connaît Emmanuel de Waresquiel historien de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration, à travers les livres qu'il a écrits ou dirigés, ou les expositions auxquelles il a contribué comme celle sur la famille royale aux Tuileries de 1789 à 1792. Mais il est aussi le chroniqueur acéré de notre époque sur laquelle il jette un œil plein d'humour et de compassion, mais toujours lucide, n'hésitant pas au passage à nous faire découvrir quelques pans de son monde personnel. Déjà en 2021, il s'était livré à l'exercice (1). Il récidive à travers trente-sept courts chapitres où il nous fait découvrir qu'il n'est pas seulement un historien, mais aussi un écrivain, un chroniqueur et un mémorialiste.

Au fil des pages on suit l'itinéraire d'un homme distrait, jardinier du temps qui passe, attaché à sa famille, qu'il évoque avec une chaleur empreinte de pudeur. Il décrit avec tendresse sa Mayenne et ses paysages. Il nous explique son amour des chiens, des chevaux dont on a oublié l'importance primordiale qu'ils avaient dans notre société jusqu'à l'aube du XX^e siècle, et nous interpelle sur la disparition des oiseaux. Il reconnaît une passion assumée pour ses vieilles chaussures. Avec lui, nous accompagnons Belmondo à sa dernière demeure et nous découvrons avec hu- ▶

mour cette rencontre si troublante d'un auteur avec ses lecteurs. Le chapitre consacré à une séance de signatures dans une librairie de l'île d'Yeu, est un petit chef-d'œuvre. Il s'inquiète cependant avec nuance du fossé culturel qui s'est creusé entre la génération TikTok et celles qui la précèdent, même avec celle de sa fille qui n'a que 24 ans.

L'historien n'est jamais très loin de l'écrivain. En philosophe éclairé qu'il est, l'œuvre de Bonaparte l'emporte largement pour lui sur celle de Napoléon. Et si ce dernier fut vaincu par la Russie, il nous rappelle que celle-ci reste le pays de Tolstoï et de Tourgueniev. Une Russie qui n'a rien à voir avec celle des sbires de Poutine. Une Russie qui sait se montrer accueillante aux Français en exil comme le duc de Richelieu arrière-arrière-petit-neveu du cardinal du même nom. L'auteur lui a consacré sa première biographie (2). Le duc fit d'Odessa un port moderne et une ville cosmopolite. La statue du duc y est aujourd'hui protégée des tirs d'obus par des sacs de sable. En Benjamin Constant l'auteur admire le libéral et l'homme de lettres. Il nous rappelle que les conflits aujourd'hui en Europe sont un peu les héritiers des appétits de puissance dans l'Europe de 1815.

Un livre qu'on lit d'une traite ou presque, en râlant un peu parce que l'on a tant d'autres choses urgentes à faire, mais dont on sort ravi et comblé. Un livre piège en somme, mais un piège où je me suis interdit de ne pas tomber. Un livre charmant en somme dont je ne saurais trop vous recommander la lecture. ■

MARC SÉVRIEN.

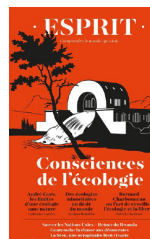
(1). E. de Waresquiel, *Tout est calme, seules les imaginations travaillent*, Tallandier, 2021.

(2). E. de Waresquiel, *Le Duc de Richelieu, un sentiment en politique, 1766-1822*, Perrin, 1990.

Dans les revues

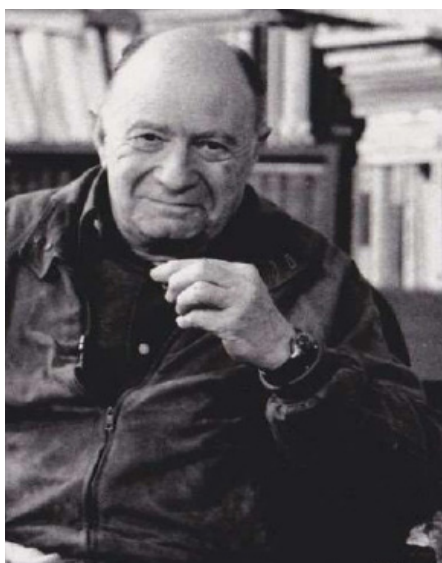
Penseurs de l'écologie politique

Le numéro d'octobre de la revue *Esprit* propose un dossier spécial sur les « Consciences de l'écologie », qui entre dans la série de lectures à faire pour préciser ce qu'est l'écologie politique.



Ce dossier est constitué de cinq articles importants. Deux d'entre eux sont consacrés à des auteurs fondateurs de la pensée écologique : « André Gorz, les limites d'une écologie sans nature » et « Bernard Charbonneau, ou l'art de concilier l'écologie et la liberté ».

Trois autres sont des analyses ou des entretiens : « Des écologies minoritaires au désir du monde », « L'écologie au rythme



Jacques Ellul et Bernard Charbonneau. Aux sources de l'écologie politique.

de l'anarchie », « Politisation et urgence de l'écologie ». Un dossier très dense et qui mériterait une analyse complète. Mais je me contenterai ici de traiter surtout des articles sur la contribution à l'écologie politique de deux penseurs reconnus : Gorz et Charbonneau.

Comme le dit bien le titre de l'article de Catherine Carrière, André Gorz est un « écologiste sans nature ». Son écologisme s'est fondé sur les résultats du Club de Rome et du Rapport Meadows, qui ont été les premiers à démontrer que nous vivons dans un monde fini, sur lequel l'idéologie économique d'une croissance infinie est impossible et mortifère. C'est là l'apport (important, mais limité) de Gorz à la réflexion écologique : la critique du productivisme. Pour lui, le mouvement écologiste « n'est pas né initialement d'un souci de défense de la nature, mais d'une résistance à l'appropriation privée ». Catherine Carrière le montre bien : le choix écologique du marxiste Gorz est socialiste, mais « un socialisme qui ne renoncerait pas au productivisme ne serait que la reconduction par d'autres moyens des rapports sociaux et de la civilisation capitaliste ». Elle conclut que « l'écologisme est, pour lui, un mouvement social, bien plus qu'un mouvement naturaliste ».

Très différente est la position de « Bernard Charbonneau, ou l'art de concilier l'écologie et la liberté », comme le décrit Patrick Chastenet. En effet, si Charbonneau, lui aussi, part de l'idée que « l'on ne peut poursuivre un développement infini dans un monde fini », sa compréhension de l'écologie vient de liens beaucoup plus profonds et anciens avec l'environnement. Rejetant le libéralisme et le totalitarisme, deux facettes du productivisme aliénant et destructeur, en 1933 « il se met à la recherche d'un mouvement anticapitaliste, antifasciste et antistalinien (et s'affilie) au mouvement *Esprit* ». Sa connaissance de l'environnement lui fait prophétiquement pointer du doigt deux des grands ennemis

de l'écologie : la publicité et le tourisme de masse, bien avant qu'ils n'atteignent les sommets de destructions où ils se situent aujourd'hui. Que retenir de Charbonneau dans une réflexion sur l'écologie politique ? Chastenet nous prévient : « *Il ne propose aucun remède miracle, mais invite à ralentir le tempo, à respecter ses limites, à fixer des repères.* » Mais il est l'un des premiers à postuler qu'il ne peut y avoir de conscience écologique sans liberté, puisque cette dernière ne peut s'éprouver qu'au contact direct avec la nature. Ce qui le mène naturellement à prôner la décroissance et l'autogestion, quand ce n'est pas l'autarcie.

De ces deux auteurs, nous pouvons garder l'idée qu'il ne peut y avoir de développement infini dans un monde fini, et que la croissance telle que l'ultralibéralisme la prône est destructrice. De Gorz, ajoutons la critique d'un productivisme sans limites ; de Charbonneau, l'idée qu'il ne peut y avoir d'écologie si elle n'est pas d'abord le souci de l'homme et de sa liberté : l'écologie politique doit être un humanisme. En revanche, aucun des deux ne semble avoir pris la mesure de ce qu'est un écosystème, mais ils considèrent le milieu soit comme une ressource à sauvegarder (Gorz), soit comme un cocon protecteur (Charbonneau).

La dynamique mortelle que l'action de l'humanité a lancée depuis 70 ans leur est étrangère. Il faut reconnaître qu'elle n'est apparue dans toute sa crudité que dans les années 1990, soit bien après leurs analyses. L'effet de la dynamique démographique de l'humanité n'est pas non plus perçu. C'est sans doute pour cela que leurs propositions d'autonomie, voire d'autarcie, ne peuvent plus être retenues : les dégâts écologiques sont issus de dynamiques et de choix aux niveaux national et mondial, et c'est à ces niveaux qu'ils doivent être réparés. ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

► *Esprit*, « Les consciences de l'Écologie », octobre 2025.

DR.



Par Gérard Leclerc

Jean Birnbaum : autocritique de la gauche

Que la gauche ait à accomplir aujourd'hui son autocritique, ce n'est sûrement pas à quelqu'un dans mon genre qu'il revient d'en décider. C'est aux intéressés eux-mêmes. J'ai déjà signalé ici la contribution intéressante de Christophe Prochasson dans *Esprit*. Le grand fleuve alimenté par mille sources qui portaient l'espoir d'un régime d'égalité fraternelle s'est trouvé en quelque sorte barré par une remise en cause radicale. Celle qu'imposait la chute du mur de Berlin et qui ouvrait la voie à un libéralisme débarrassé des utopies totalitaires. Malgré le rebond mitterrandien des années 80, apparaissait une fracture entre la gouvernance et les intellectuels : « *La gauche fit défaut sur ses principes, qu'elle néglige ou fige dans un éternel socialiste hors de portée.* »

L'essai que Jean Birnbaum, directeur du *Monde des livres*, vient de publier se veut fidèle à cette gauche qu'il a héritée de naissance. Il voudrait aussi contribuer à son renouveau, notamment en la prémunissant des déviations graves qui, dans le passé, ont provoqué ses dérapages de type stalinien. À qui lui objecterait que la gauche actuelle s'est purgée de ses démons, il rétorque que l'exemple de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon contredit une telle illusion. Les méthodes du camarade seraient strictement les mêmes que celles qui avaient cours dans les meilleures années communistes et trotskistes. On assiste aux mêmes exclusions brutales, et les exclus sont poursuivis d'une vindicte qui ne saurait s'éteindre : « *À La France insoumise, comme jadis au Parti communiste, on ne compte plus ceux qui ont été accusés du pire après avoir été écartés.* » Ou encore : « *Dans le réel de la vie comme dans le virtuel d'Internet, rien n'arrête les trolls quand il s'agit de salir une réputation. Isolés, poussés vers la sortie, les purgés sont promis à une double peine : la surveillance de chaque instant et l'oubli à jamais.* »

Ces tâches policières sont confiées à des camarades lamberistes du petit Parti ouvrier internationaliste : « *Ces trotskistes assistent aux meetings des purgés pour prendre en photo les "insoumis" qui s'y rendraient alors qu'ils se disent fidèles. Ce sont eux aussi qui scrutent les salles de meeting et les réseaux sociaux pour repérer les dissidents ou simplement ceux qui leur ont adressé un signe de solidarité.* » Il y a de quoi se gratter la tête. On aurait envie de reprendre la formule fameuse du *Guépard* que la mort récente de Claudia Cardinale nous a remise en mémoire : « *Il faut que tout change pour que rien ne change.* » Qu'importe qu'elle soit associée à un contexte parfaitement réactionnaire. Elle s'applique parfaitement à ce révolutionnarisme qui peut changer de visage mais ne cesse de perpétuer le même système qui bride les consciences et esclavagise les individus. Le trotskisme se voulait antistalinien, mais il n'a jamais fait qu'en reproduire les pratiques.

Jean Birnbaum est d'autant plus en réaction et en révolte contre ce système qu'il est lui-même issu d'une petite formation trotskiste où il a passé quelques années de sa jeunesse. Sans doute n'a-t-il pas vécu la charge qui pesait sur les militants communistes de la période stalinienne. Il en a tout de même goûté un aperçu qui lui a fait comprendre de l'intérieur le mécanisme d'assujettissement de ce type d'organisation. Pourtant, déjà il était mal à l'aise, divisé entre un certain attachement et le doute : « *J'étais quand même content d'être là, de dire "les copains", d'entonner avec eux Le Temps des cerises et les autres chants de la Commune, de lire parmi eux les livres sacrés qui permettraient*

à l'humanité de s'émanciper, un jour, un jour peut-être... » Puis un jour, ou plutôt une nuit, lors d'une session militante, une amie lui avoue : « *J'étouffe, je voudrais m'en aller.* » Et elle part vraiment. Son procès s'opère rapidement. Cette fille a été incapable de s'arracher à son milieu d'origine, à ce passé que l'on voulait bazarder : « *Mais cette fidélité concernait moins sa classe sociale que son corps sensible. On voulait nous faire croire qu'elle restait rivée à son destin bourgeois, en vérité elle s'était accrochée à sa vocation humaine.* »

Cette démarche singulière a pour Jean Birnbaum une portée générale, celle de l'accession à la liberté. Accession qui n'est nullement facilitée par la culture, qui trop souvent, loin d'immuniser contre la barbarie, la rend plus efficace. Ce qu'il faut, c'est cette projection en avant de soi, qui défie tous les conformismes. Ce qui rejoint Bernanos, que notre essayiste affectionne bien qu'il n'appartienne pas à sa famille d'esprit. Il est vrai que, du point de vue de l'esprit, les âmes se rejoignent à travers les épreuves, tels l'auteur des *Grands Cimetières sous la lune* et Simone Weil, révoltés contre les massacres des deux camps de la guerre d'Espagne. Bernanos pour qui « *l'Histoire fonctionne comme une psychanalyse spirituelle : à la fin des fins on saura si l'être humain a été capable de faire face, d'assumer sa vocation, de reconnaître ce qu'il a de libre, je veux dire de divin.* »

Voilà qui me permet d'apporter une petite rectification. Non, cher ami, il ne convient pas de parler « *de l'ancien monarchiste Georges Bernanos* » à l'instar de « *l'ex-trotskyiste David Rousset* ». L'intéressé aurait d'ailleurs préféré être qualifié de royaliste. Royaliste qu'il est resté jusqu'à son dernier souffle. Ce qui ne l'empêche pas de pouvoir être associé à tous les noms justement reconnus pour leur résistance à l'horreur : Edgar Morin, Victor Serge, George Orwell, Monique Gadant, David Rousset. Et quelques autres. Ni saints, ni héros, pourtant ? Je n'en suis pas persuadé. Il y avait une sorte de sainteté chez Simone Weil, comme il y avait un véritable héroïsme chez un David Rousset. Le simple récit de sa vie par Birnbaum l'atteste. Résistant contre le nazisme, il est déporté à Buchenwald puis à Neuengamme. Il en ressort par miracle, squelettique, malade du typhus. C'est pour se réengager illico contre l'horreur des camps soviétiques. Ce qui lui vaut l'ostracisme généralisé. Tous les moyens d'expression lui sont refusés, surtout les publications de gauche, pas seulement communistes. Sa seule tribune possible sera *Le Figaro littéraire*. Ce qui lui vaut un déchaînement d'invectives. Traité de « *journaliste hitlérien bien connu* », il sera la proie d'une véritable mise à mort morale. On relève au passage cette perle dont j'ai scrupule à citer l'auteur, tant il s'est repenti par la suite au point de devenir un excellent collègue : « *Les camps de rééducation de l'Union soviétique sont le parachèvement de la suppression complète de l'exploitation de l'homme par l'homme.* » Fermez le ban.

Mais, dira-t-on, que peut-il résulter, au terme d'une telle charge, du bel espoir d'une gauche qui ne veut pas renoncer ? Jean Birnbaum ne renonce pas. Même, il incite le jeune interlocuteur à qui il adresse ses admonestations à persévérer dans sa volonté militante. Mais une volonté affermie par tous ces témoins qui ont refusé d'abdiquer face à de faux amis qui avaient choisi le déshonneur. ■

► Jean Birnbaum, *La Force d'être juste. Changer le monde sans refaire les mêmes erreurs*, Flammarion, 2025.



Rugby

Résister aux mirages de l'argent

par Louis Dauvalie.

Selon le rapport de la commission de contrôle des championnats professionnels pour la saison 2023-2024 et malgré un potentiel économique incontestable, les 30 clubs français de rugby professionnel vivent globalement au-dessus de leurs moyens.

Le rugby souffre financièrement à travers le monde, de l'Australie à l'Angleterre, et de nombreux clubs affichent des résultats préoccupants. Depuis la fin du Covid, de nombreux clubs ont déposé le bilan en Angleterre : les Wasps, les London Irish et Worcester durant la saison 2022-2023. Certains clubs refont récemment surface peu à peu, mais ce n'est pas le cas pour tout le monde. En France, la situation est moins grave mais doit inciter les autorités de tutelle à la vigilance : uniquement 4 clubs sur les 14 ont un résultat d'exploitation positif. Parmi les 10 clubs ayant un résultat d'exploitation déficitaire :

- trois clubs enregistrent une perte entre 119 000 € et 1,9 million d'euros,
- quatre clubs affichent un déficit compris entre 4 millions et 8,3 millions d'euros,
- trois clubs présentent un résultat d'exploitation négatif supérieur à 10 millions d'euros.

La question du plafonnement de la masse salariale (*salary cap*), qui comprend en premier lieu la rémunération des joueurs mais aussi celle de l'encadrement et de l'ensemble du personnel administratif et commercial des clubs, se pose plus que jamais à l'aune de ce rapport. D'après

la CCCP : « la masse salariale progresse de 7 % avec celle des joueurs qui enregistre + 3,51 % en Top 14 et + 20,8 % en Pro D2. » La part accordée à l'encadrement contribue en bonne partie à cette hausse. Pour la première fois, en Top 14, le niveau de rétribution (en brut) des joueurs a dépassé la barre des 10 millions en moyenne, passant de 9,8 à 10,1 millions d'euros. Toutefois, la part accordée aux salaires diminue, en proportion du reste : « La masse salariale représente désormais 40 % du total des charges d'exploitation, contre 45 % il y a deux ans. »

Le rugby français sait attirer les meilleurs joueurs de la planète, mais sans que cela porte préjudice à la formation et au rugby amateur.

Le niveau d'endettement cumulé du Top 14 est relativement élevé, représentant 70 % du bilan comptable. La dette à court terme se creuse depuis de nombreuses années, au contraire d'une dette à long terme suivant une tendance baissière.

Ces difficultés financières, qui ne doivent pas être négligées, ne freinent pas pour autant un engouement de plus

en plus important. L'affluence dans les stades atteint des records, tout comme le nombre de téléspectateurs lors de matches de l'équipe de France.

La Ligue nationale de rugby (LNR) se félicite, à juste titre, d'une popularité qui continue de progresser et qui nourrit la vitalité et le potentiel économique des championnats professionnels : « Les recettes d'exploitation cumulées des clubs de Top 14 et Pro D2 sont en nette augmentation (+ 10 %) avec une croissance à deux chiffres sur cinq des sept postes de produits. » Les recettes de match progressent notamment de 15 % en Top 14 et de 41 % en deuxième division. Le chiffre d'affaires du rugby professionnel a atteint ainsi un nouveau niveau historique en 2023-2024 : 598 millions d'euros (contre 543 la saison d'avant) ; pour le seul Top 14, il est à 434 millions d'euros (+ 9,3 %). Il en va de même pour les partenariats, qui se développent dans les deux ligues professionnelles françaises. Ces deux postes en pleine expansion sont imputables à la popularité incontestable et grandissante aussi bien pour le rugby professionnel que pour l'amateur.

De bon choix. — Que nous dit cet état des lieux, au-delà de la sécheresse des chiffres ? Il apparaît d'abord clairement que le rugby professionnel français a su éviter les écueils que le rugby britannique a délibérément refusé de voir grâce aux garde-fous mis en place très tôt (1995) et renforcés depuis par les autorités de tutelle avec le soutien des ministères concernés. Les deux championnats professionnels français sont, aux yeux des autres championnats de la planète, les plus difficiles et

◀ **Rugby.** Le match France-Pays de Galles, lors du tournoi des VI Nations de 2025.

les meilleurs au monde, sportivement parlant. D'où son attrait sportif – mais aussi financier – pour les meilleurs joueurs de la planète, mais sans que cela porte préjudice à la formation ni au rugby amateur, grâce, là aussi, à des dispositions réglementaires contraignantes.

On ne peut donc que se féliciter de l'unanimité de la LNR et de la FFR (Fédération française de rugby) face au projet, mort-né, de création d'une Ligue mondiale « rebelle », dite R360 : « *Je salue la prise de position des principales fédérations nationales de rugby, dont la FFR, sur la non-éligibilité en sélection nationale. C'est un message clair, qui affirme un principe simple : on ne construit pas un sport en contournant ceux qui le bâtissent, on ne peut pas venir siphonner le travail effectué depuis des années par les clubs de tous niveaux. Notre rugby s'appuie sur des clubs enracinés dans leur territoire, sur la formation, l'accompagnement des joueurs et des champions reconnus dans le monde entier. Des écoles de rugby aux Bleus, c'est un seul et même élan collectif ! Le rugby français, c'est notre fierté. Ensemble, œuvrons pour faire rayonner ce modèle responsable, performant et solidaire* », a déclaré le président de la LNR.

Tant que les autorités de tutelle continueront à exercer cette vigilance en ne cédant pas au mirage de la financiarisation du rugby voulue par certains, ce sport aura de beaux jours devant lui. ■

Bande dessinée

Pif passe du côté américain

Le magazine *Pif* se paye une incursion en territoire yankee, à rebours de son histoire. Amusant.



Cinq ans après sa centième relance, *Pif Gadget*, devenu trimestriel avec deux hors-séries, propose dans son n° 20 de célébrer le centenaire d'un magazine américain assez atypique, *The New Yorker*. Celui-ci, traditionnellement tourné vers le monde de la culture avec un regard de dandy, s'est souvent distingué par l'auto-dérision et la lecture au second degré, pas toujours compris de son lectorat. Il est en tout cas amusant de voir ce concentré d'esprit new-yorkais se retrouver exalté

dans une publication longtemps liée au Parti communiste français.

À l'époque de L'Humanité. – Ce n'est plus le cas aujourd'hui, puisqu'il est tombé sous la coupe de Frédéric Lefebvre, ancien secrétaire d'État de Nicolas Sarkozy au Commerce et à l'Artisanat devenu macroniste ; d'ailleurs, en mars 2023, le président de la République s'y est fait interviewer. Mais *Pif* est resté longtemps emblématique de cette presse communiste qui savait rester discrète du point de vue idéologique et politique pour étendre son influence. Fondé en février 1969, il était en effet le nouveau nom de *Vaillant*, prenant vite celui de *Pif Gadget* puisque, reprenant l'idée des cadeaux Bonux de la célèbre marque de lessive, chaque numéro comportait des gadgets, style pois sauteurs, « lunettes sidérales » et autres machines à faire des œufs carrés. Il se vendait alors jusqu'à un million d'exemplaires, le plus fort tirage européen en bandes dessinées.

Héritier direct du journal *Vaillant* et donc lié au mouvement communiste de jeunesse « des Vaillants et des Vaillantes », il avait adopté cette appellation à la Libération pour concurrencer et même créer le doute par rapport à la publication catholique *Cœurs vaillants*. Volontiers spécialisé dans les récits complets, il avait accueilli de grandes séries de bd comme *Corto Maltese*, *Rahan*, *La Jungle en folie*, *Gai-Luron* ou *Léonard*, sans oublier une création de Goscinny, *Iznogoud*, dont une nouvelle aventure est d'ailleurs publiée dans ce numéro spécial, aux côtés d'une courte histoire du *Marsupilami*.

Il faut rappeler que son nom provient du petit chien créé dans *L'Humanité* en 1948 par José Cabrero Arnal (1909-1982), ancien réfugié républicain espagnol déporté à Mauthausen, par ailleurs créateur d'autres personnages de bd. Avec des grands noms de la bande dessinée comme André Chéret, Roger Lécureux, Jean Olivier ou Raymond Poïvet, il a contribué à mettre en exergue des héros fort différents de l'univers américain de Walt Disney diffusé à la même époque dans *Le Journal de Mickey*. Au fil des ans, ils seront rejoints par Gotlib, Greg, Mandryka, Jean Tabary et beaucoup d'autres.

« Super-gendarme ». – On peut aussi préciser que, tout au moins après la mort de Maurice Thorez, *Pif* a voulu incarner un communisme ouvert et non dogmatique, bien que le bureau politique du PCF ait toujours surveillé son orientation. Il sera même lu dans les pays de l'Est, notamment en Roumanie –, ce qui explique pourquoi, de nos jours encore, il y est distribué.

Aujourd'hui, toujours préoccupé de pédagogie et donnant volontiers dans l'écologie, le magazine distribue des bons conseils ressortissant à ce qu'on appelle une attitude citoyenne. Se présentant

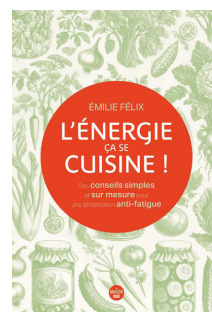
aussi bien « marrant » qu'« éducatif », « poétique » que « vitalisant », ce numéro de 44 pages, donc comparable à un album courant, met en avant la sécurité routière, invitant même ses lecteurs à se transformer « en super-gendarme ». Cela explique qu'on y trouve non seulement trois gendarmes français (coiffés d'un képi à l'ancienne), mais aussi Pif avec une casquette de flic... new-yorkais. ■

GIHÉ.

Art de vivre

La cuisine énergétique

L'énergie, ça se cuisine ! Émilie Félix nous en donne la recette.



À l'occasion d'un voyage au Japon, la cheffe Émilie Félix a pris conscience de la manière de concevoir le vivant qu'avaient nos ancêtres. Après des recherches comparatistes en cuisine, cultures alimentaires et diététiques traditionnelles, elle défend une « cuisine énergétique », anti-fatigue, adaptée à chacun et visant le bien-être de tous, à tout âge de la vie, alors qu'elle constate que trop souvent aujourd'hui « À chaque bouchée, on a le choix entre se nourrir ou s'épuiser ».

Dans son ouvrage *L'énergie, ça se cuisine !*, la cuisinière-sommelière-diététicienne souligne l'importance de l'alimentation pour une vie harmonieuse. L'harmonie étant un équilibre entre le bien-être (auquel participent notre environnement et nos relations) et la vitalité (alternance de périodes d'alimentation, de mouvement et de repos). À travers cinq chapitres, il s'agit de comprendre comment choisir, conserver, cuisiner, assembler et déguster nos aliments pour en tirer le meilleur et ainsi « préserver [notre] énergie première le plus longtemps possible, pour jouir d'une qualité de vie optimale jusqu'à la toute fin ».

Selon les choix effectués – fraîcheur, saisonnalité, congélation, fermentation, déshydratation, nature et provenance des produits, etc. –, l'assiette composée n'aura pas les mêmes apports énergétiques. Émilie Félix nous réapprend ce que nos ancêtres ont longtemps su faire avant l'agro-industrie et la mondialisation alimentaire : cuisiner notre énergie. ■

M. B.

► Émilie Félix, *L'énergie, ça se cuisine !*, Le Cherche midi, 2024.



SOURCE : VILLE DE THANN

Des royalistes contre les nazis (82)

Paul Dungler (2) La Septième colonne d'Alsace

par François-Marin Fleutot.

Les royalistes alsaciens, organisés avant guerre par Paul Dungler, fondent dès juin 1940 un des réseaux les plus solides de la Résistance française. Avec un objectif : libérer la région de l'occupation nazie, en cherchant des points d'appui aussi bien chez Giraud que chez de Gaulle.

En juillet 1940, Paul Dungler quitte ses amis du Gabastou (voir *Royaliste* n° 1200) pour rejoindre sa ville natale. Il passe le 20 à Vichy où il retrouve Paul Winter (en convalescence, en attente de sa démobilisation) et rencontre Gabriel Jeantet, qu'il a connu à l'Action française. Les frères Gabriel et Claude Jeantet, militants acharnés, ont quitté le mouvement en 1930. Claude part vers l'extrême droite journalistique (il passera dans la collaboration la plus virulente ; après-guerre il sera journaliste à *Aspects de la France*). De son côté, Gabriel fonde la Fédération des étudiants royalistes puis se rattache à la Cagoule. En 40, il est sous les ordres du colonel de Gaulle à la 4^e division cuirassée. Après la débâcle, il passe au secrétariat du Maréchal et fonde un mouvement de jeunes, « l'Amicale de France » (AF), où l'on retrouve beaucoup de néomonarchistes. Il connaît tout le petit monde de l'extrême droite des années 30, et y est connu.

Les deux Alsaciens rentrent au pays pour les fêtes de la Saint-Louis le 25 août 1940. Ils se mettent au travail pour constituer le réseau clandestin. Le mouvement est créé le 1^{er} septembre à Thann. Dun-

gler, profondément croyant, décide de placer son action sous la protection du Créateur et le nomme « la Septième colonne ». Il s'en justifie après-guerre : « *C'est le septième jour que le Seigneur a parachevé la Création.* » Bon choix, car dans l'Alsace nazifiée son réseau sera le seul qui participera, en tant que tel, à la Libération.

« Dungler est tenace, têtu, intransigeant. C'est un bloc. Sa force repose sur une double assise qu'aucun cataclysme n'a le pouvoir d'ébranler : sa religion et sa Patrie... »

Gabriel Jeantet.

Dès l'origine, Dungler enrégimente ses amis royalistes, d'abord ses amis royalistes ! Ils constitueront les chefs clandestins du réseau, puis les chefs de l'insurrection au moment des combats. Son état-major est constitué en Alsace du Sud par Paul Winter (le commandant Daniel, chef des FFI du Haut-Rhin) ; à Thann, de René Ortlieb, puis d'Émile Ehlinger – en 1946, ce dernier vengera l'échec de Dungler de 1936 en étant élu conseiller général contre Paul Hatmann – ; à Bel-

fort, d'Henri Veit (Caspar, voir *Royaliste* n° 1233) ; à Poligny, dans le Jura, de Jean Eschbach (voir *Royaliste* n° 1202) ; à Lyon, son premier adjoint est Marcel Kibler (le commandant Marceau, chef du réseau à partir de 43, fondateur des Groupes mobiles d'Alsace (GMA), chef des FFI d'Alsace) ; à Paris, le contact est René Erny – propriétaire de *La Brasserie alsacienne*, rue du Faubourg Montmartre – ; en Suisse, outre son frère Julien, ce sont Charles-Ernest Georges (chef des GMA Sud) et Henri Weill – qui sera abattu en septembre 1944 par les nazis. Pas seulement ceux-là, puisque bien d'autres – ennemis politiques d'hier, comme les démocrate-chrétiens : le père Pierre Bockel, le lieutenant Gaston Laurent, etc. – se retrouvent dans l'action.

Car, il faut le dire, malgré la légende des malgré-nous, dans la France de l'intérieur, de nombreux Alsaciens, hommes et femmes, vont s'engager dans l'action clandestine. En Alsace même, presque tous, traqués par les nazis, disparaîtront assez rapidement. Ceux qui y échapperont poursuivront le combat avec Dungler. La liste de ces héros, martyrs de la Résistance, largement oubliés aujourd'hui, de tous bords sociaux, religieux et politiques, ne tiendrait pas dans un seul numéro de *Royaliste*.

Libérer l'Alsace. – Le commandant Martial, rentré en zone dite *libre*, enrégimente ses compatriotes de toutes tendances politiques. Son but, son seul but est la libération de l'Alsace. En contact avec d'autres mouvements clandestins, il refuse catégoriquement de se dissoudre dans leurs organisations.

◀ **Le royaliste Paul Dungler.** Créateur de la Septième colonne d'Alsace en septembre 1940, un des premiers réseaux de résistance.

Dungler va construire un réseau de renseignement qu'il transmet à Londres et à Vichy. Gabriel Jeantet lui fait rencontrer Pétain. Paradoxe du temps, ce dernier accepte de financer le réseau du commandant Martial et lui donne une couverture légale. Pétain a-t-il financé la résistance ? D'aucune manière ! Tous les patriotes qui luttent pour libérer la France sont toujours pourchassés et embastillés par l'administration policière de l'État français. La seule raison de l'attitude de Pétain est qu'il considère que les provinces annexées (Alsace-Moselle) font toujours partie intégrante de la France, et il accepte donc de protéger les Alsaciens. Il intervient pour en sauver quelques-uns (dont Dungler, arrêté par les sbires de Laval) et proteste de nombreuses fois auprès des nazis contre cette annexion de fait. La Septième colonne, en 1942, à la demande du service du renseignement de l'Armée d'armistice, participe à l'évacuation du général Giraud vers la France. En 1943, Paul Dungler est décoré de la Francisque et a le même parrain que François Mitterrand : Gabriel Jeantet.

Après l'évasion de Giraud, lorsque celui-ci rejoint Alger et qu'il devient chef du gouvernement, Dungler souhaite se mettre aux ordres et porter des consignes du Maréchal en Algérie... Il passe clandestinement la frontière espagnole et, via Gibraltar, arrive dans la Ville blanche où il est immédiatement reçu par Giraud le 17 septembre 1943.

Dungler tombe en pleine « guerre » entre les deux généraux. Très rapidement le général deux étoiles prend le pas sur le général cinq étoiles. Dungler va rencontrer le petit monde algérois, les giraudistes comme les gaullistes, les services secrets anglais, états-uniens... et ceux de la France libre. Il se lie d'amitié avec Saint-Exupéry (1) ainsi qu'avec Le-maigre-Dubreuil (anti-gaulliste maladif). À plusieurs reprises il rencontre Gaston Palewski, secrétaire du Général. Mais les gaullistes n'apprécient pas le passage de Dungler chez Giraud. Pourtant, il tente à plusieurs reprises de s'expliquer, rappelant que son réseau fut enregistré au BCRA, par l'abbé Louis de Darlein (voir *Royaliste* n° 1201), dès la fin 1940. Dungler affirme sans cesse qu'il a été financé et soutenu par Pétain, chose incompréhensible pour ceux qui se battent depuis trois ans sur tous les fronts pour maintenir l'honneur de la France. Malgré tout, il obtient un rendez-vous pour le 25 novembre 1943 avec le général de Gaulle. ■

(1). Lors de son retour en France, Dungler porta à madame de Saint-Exupéry la dernière lettre de son fils, ainsi qu'une lettre de Giraud.



Luxembourg, le 3 octobre. Le grand-duc Henri abdicque en faveur de son fils Guillaume.

Luxembourg

Un trounwiessel bien ficelé

Nous avons rendu compte dans notre dernier numéro de la transition politique au grand-Duché du Luxembourg. Notre ami Fabrice de Chanceuil restitue le déroulement et la portée de cette cérémonie.

C'est dans la discrétion coutumière de cette maison princière que, le vendredi 3 octobre dernier, le grand-duc Henri de Luxembourg, 70 ans, a abdicqué en faveur de son fils Guillaume, 43 ans, devenu ainsi le dixième grand-duc de cette petite monarchie européenne de 680 000 habitants coincée entre l'Allemagne, la France et la Belgique.

Cette abdication n'était pas une surprise puisqu'elle avait été soigneusement préparée depuis longtemps. Monté sur le trône en 2000, le grand-duc Henri avait prévu de se retirer après 25 ans de règne. Dès juin 2024, il avait élevé son fils au rang de lieutenant représentant puis, en décembre suivant, lors de son traditionnel discours de Noël, il avait annoncé son abdication à la date du 3 octobre 2025, dite journée du Trounwiessel (changement de trône en langue luxembourgeoise).

C'est donc une cérémonie bien préparée mais sans faste qui s'est déroulée vendredi, d'abord au palais grand-ducal où Henri a signé son abdication, puis à la Chambre des députés où son successeur Guillaume V a prêté serment avant d'aller, avec son épouse, la grande-duchesse Stéphanie, saluer la population dans un quartier de la capitale. Un grand dîner a néanmoins été servi le soir en présence des rois des Pays-Bas et des Belges, et des présidents français et allemand ainsi que de nombreuses personnalités dont le spécialiste des têtes couronnées Stéphane Bern qui possède la double nationalité française et luxembourgeoise. Les festivités se sont prolongées jusqu'au dimanche 5 octobre avec un *Te Deum* célébré dans la cathédrale Notre-Dame de Luxembourg.

La pérennité de l'existence du Luxembourg reste un mystère car il aurait pu, plus d'une fois, être absorbé par l'un de ses puissants voisins. Vestige de la Lotharingie, le Luxembourg a connu plusieurs dominations à partir du XV^e siècle, passant successivement sous la souveraineté de l'Espagne, de l'Autriche, de la France, des Pays-Bas et de la Belgique.

C'est le Congrès de Vienne qui a édi-fié le Luxembourg en grand-duché, qui devient néanmoins la dix-huitième province du royaume des Pays-Bas en 1815. À la suite de la révolution brabançonne de 1830, le Luxembourg est annexé par la Belgique qui doit, en 1839, abandonner la partie orientale du grand-duché de langue germanique ; celui-ci devient un État indépendant mais en union personnelle avec le roi des Pays-Bas tout en faisant partie de la Confédération germanique.

Il faut attendre 1890 pour que le grand-duché de Luxembourg, ainsi réduit à la moitié de sa taille initiale, dispose de sa propre dynastie avec la maison de Nassau-Weilbourg, associée à la maison de Bourbon-Parme depuis le mariage, en 1919, de la grande-duchesse Charlotte avec son cousin Félix de Bourbon-Parme ; ils donneront naissance au prince Jean de Luxembourg, grand-duc de 1964 à 2000.

C'est donc le fils de ce dernier, Henri, qui vient d'abdiquer après un règne sage et discret, à l'image de son pays qui reste connu pour être un des pays les plus riches et les plus prospères du monde, doublé d'une réputation de paradis fiscal même si la situation a évolué depuis l'abolition, en grande partie, du secret bancaire au début du présent siècle. ►



Outre son mariage avec une roturière originaire de Cuba, une première pour la dynastie luxembourgeoise, le seul coup d'éclat du grand-duc Henri a été son refus de signer, à la manière du roi des Belges Baudouin au sujet de l'avortement, en 2008, la loi autorisant l'euthanasie au Luxembourg. Mais le souverain luxembourgeois, à l'image de tous les monarques constitutionnels, règne mais ne gouverne pas ; le droit de sanctionner les lois lui a été retiré pour ne lui conserver que celui de les promulguer.

Le nouveau grand-duc Guillaume, cinquième du nom, qui a épousé en 2012 Stéphanie de Lannoy, une aristocrate belge, est pour le moment peu connu. Après sa formation militaire à l'Académie royale de Sandhurst en Grande-Bretagne et des études de sciences politiques à Angers en France, celui qui était jusqu'ici prince héritier s'est surtout signalé par son engagement dans le mouvement scout, devenant, en 2022, président de la Fédération du scoutisme mondial. « *Toujours prêt* » : n'est-ce pas une belle devise et un bon programme pour celui qui est appelé à régner désormais sur son pays ? ■

FABRICE DE CHANCEUIL.

Brèves royales

■ **17 octobre, Londres.** – Communication royale de la part du prince Andrew, frère cadet du Roi, par lequel « *après discussion avec le Roi et ma famille, proche et élargie, nous avons conclu que les accusations qui persistent à mon encontre sont pour Sa Majesté et la famille royale un motif de distraction de leur travail* », Le prince, déjà écarté depuis 2019 de ses devoirs officiels, décide donc de ne plus utiliser ses titres de duc de York, comte d'Iverness, ainsi que de ses décorations dans l'ordre de la Jarretière. Le prince néanmoins continue de rejeter les accusations dont il est l'objet (affaire Epstein, accusé de pédocriminalité, et espionnage chinois).

MARIE-JO YORK.

La Maison de France

■ Rencontre avec la famille royale des Pays-Bas

Monseigneur le Comte de Paris et Madame la Comtesse de Paris ont rencontré le 1^{er} octobre leurs Majestés le roi Willem-Alexander et la reine Máxima des Pays-Bas, à l'occasion de leur visite en Occitanie, qui fut notamment marquée par la signature officielle de la feuille de route 2025-2028 qui lie les Pays-Bas et la région en matière de coopération économique et scientifique.



SOURCE: SITE OFFICIEL DU COMTE DE PARIS

Le chef de la Maison de France et son épouse faisaient partie des 500 invités de la réception donnée par le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, dans ce bel hôtel de ville, offert aux capitouls de Toulouse en 1607, contre l'avis des parlements, par leur ancêtre le roi Henri IV. Cet événement fut le point final de la visite officielle du couple royal en région Occitanie.

Ce fut une grande joie, pour le prince et la princesse, de retrouver le couple royal néerlandais qui, à cette occasion, leur a confié avoir été inquiet par les terribles incendies qui ont frappé l'Aude, cet été, et par le sort des sinistrés.

■ Le comte de Paris s'exprime sur l'actualité politique



SOURCE: SITE OFFICIEL DU COMTE DE PARIS

Monseigneur le comte de Paris a accordé un entretien au site internet *Boulevard Voltaire* et livré ses analyses sur la situation du pays.

Le prince a évoqué la protestation pay-sanne et le sentiment d'abandon que ressentent de plus en plus les jeunes agriculteurs, les petits exploitants.

Il s'est inquiété de la vague de rachat de PME françaises par des fonds étrangers, phénomène qui fragilise certaines de nos grandes filières industrielles, comme l'aéronautique. Le prince a également rappelé l'attention constante qu'il porte aux questions de défense.

S'agissant des institutions, le comte de Paris a insisté sur le rôle du chef de l'État, qui doit rester « *l'arbitre, celui qui donne les grandes directions à la nation* », en précisant qu'il y aurait peu de choses à changer dans notre constitution pour évoluer vers une monarchie garante de la justice, de l'indépendance et du Bien commun.

■ La famille d'Orléans et le Brésil

Du 25 juillet au 2 novembre 2025, le Musée Louis-Philippe organise l'exposition **Le Brésil à Eu, un empire en héritage**. Elle s'appuie sur les collections du musée héritées du comte et de la comtesse d'Eu. Cette dernière était la fille de l'empereur du Brésil Pedro II, qui régna un peu moins de 60 ans et fut soucieux de développer son pays en lui donnant une identité propre, détachée de l'ancienne tutelle portugaise. Le Musée Louis-Philippe abrite une partie des collections dont sa fille hérita à sa mort en 1891.

► Musée Louis-Philippe – château d'Eu, place Isabelle d'Orléans-Bragance, 76260, Eu. Fin de l'exposition : le 2 novembre

La Nouvelle Action royaliste

■ La chaîne YouTube de la NAR

La chaîne de la NAR sur YouTube fête en beauté ses 8 ans d'existence. Créée le 16 septembre 2017, elle compte aujourd'hui **13 600 abonnés, 230 vidéos et plus de 1,2 million de vues** et connaît un succès croissant. Nos lecteurs peuvent y retrouver les conférences récentes des Mercredis de la NAR, les entretiens de la NAR et nos Points de vue.

Pour s'abonner (gratuitement) et suivre l'ensemble de nos publications, suivre le lien : <https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste>

■ Comité directeur et CN

• Le comité directeur de la NAR s'est réuni le 7 octobre et sa prochaine réunion mensuelle est programmée le 4 novembre. Nos adhérents recevront prochainement les comptes rendus de ces réunions.

• **Le conseil national de la NAR** se réunira le 6 décembre. Le lieu et l'ordre du jour de cette réunion seront prochainement communiqués aux conseillers nationaux.

Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise depuis près de 50 ans un cycle de conférences, les **Mercredis de la NAR**, auxquelles participent régulièrement des personnalités du monde politique, du monde économique ou intellectuel.

Les conférences sont enregistrées en vidéo, en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande sur le serveur du journal lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr). Pour accéder à ces entretiens sur notre chaîne YouTube et s'y abonner, un seul lien : www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste

■ Mercredi 12 novembre



SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: ALEXANDRE MOATTI

Conférence de François Broche sur l'histoire de la Collaboration

François Broche est historien. Grand spécialiste de la France libre et de la Seconde Guerre mondiale, il est aussi

l'auteur de biographies de référence sur de Gaulle, Maurice Barrès ou Anna de Noailles. Il a récemment publié *La Galerie des éclaireurs* (Gingko, 2023), *Ils n'avaient pas vingt ans, la révolte des jeunes 1940-1944* (Tallandier, 2023), *La Cavale des collabos* (Nouveau Monde, 2023).

François Broche présentera son ouvrage : *Dictionnaire de la Collaboration*, Nouveau monde, septembre 2025.

■ Mercredi 19 novembre



SOURCE: OFII

Conférence de Didier Leschi sur la politique de l'immigration

Didier Leschi est un haut fonctionnaire, membre du corps préfectoral. Spécialiste des questions relatives aux cultes et à la laïcité, membre de plusieurs cabinets ministériels, dont celui de Jean-Pierre Chevènement, il fut jusqu'en 2025 directeur de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) et il préside depuis 2018 l'Institut d'étude des religions et de la laïcité.

Il a récemment publié : *Misère(s) de l'islam de France*, (Le Cerf, 2017, ré-édité en 2020), *Rien que notre défaite*

(Le Cerf, 2018), *De la République des défunts, tract de crise* (Tract Gallimard, 2020), *Ce grand dérangement : l'immigration en face* (Tract Gallimard, 2020).

Didier Leschi interviendra sur le thème : « Une politique de l'immigration est-elle possible ? »

■ **Mercredi 10 décembre**
Conférence de Paul Melun et de Philippe Viguié Desplaces sur le thème : « Et si le prochain président était un roi ? »

Philippe Viguié Desplaces est grand reporter au Figaro. Fin observateur des monarchies, il a réalisé de nombreux entretiens et portraits de souverains européens.

Paul Melun est écrivain. Éditorialiste, il intervient régulièrement à la télévision et à la radio (Arte, Europe 1, LCP, CNews, France 5...). Il a récemment publié : *Libérer la gauche, la confession d'un enfant du peuple* (Le Cerf, 2023)

Philippe Viguié Desplaces et Paul Melun présenteront leur livre : *Et si le prochain président était un roi ?*, Mareuil éditions, mars 2025.

**ET SI
LE PROCHAIN
PRÉSIDENT
ÉTAIT UN ROI ?**

**RÉPUBLIQUE
OU MONARCHIE ?
UN MATCH
POUR LA DÉMOCRATIE**

Mareuil Éditions

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (30 €) ☐ SIX MOIS (45 €)

☐ UN AN (70 €) ☐ UN AN SOUTIEN (140 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

Royaliste

Directeur politique : Bertrand Renouvin

Directeur de la publication : Yvan Aumont

Rédaction administration :

Nouvelle Action Royaliste

Lot 1674

101, rue de Sèvres, 75006 Paris

Téléphone : 01 71 06 32 91

lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151-5772

Publié par la NAR

Siret : 897 894 127 00017

Édité par Spfc-Acip

Siret : 418 382 149 00015

Imprimé par Atenor

Siret : 398 678 219 00021

Dépôt légal à publication - CPPAP n° 0425 D 84



D.R.

Par Bertrand Renouvin

La nudité du faiseur de pluie

Quand la sinistre période que nous vivons aura pris fin, quand les passions se seront apaisées, il serait bon pour la réflexion collective qu'Emmanuel Macron devienne un cas d'école.

L'élu de 2017 et 2022 a très exactement fait tout ce qu'il ne fallait pas faire dans l'exercice de son éminente fonction. Il a voulu pousser sa singularité au-delà de ses attributions, faisant ou laissant dire que l'homme qui ne dormait que quatre heures par nuit parvenait à maîtriser tous les sujets grâce à son intelligence exceptionnelle. Il nous en offrait d'ailleurs la démonstration, éblouissante au sens premier du terme, lors de ses prestations télévisées et de ses sorties « sur le terrain » balisées par les compagnies de CRS, parvenant à se dépasser lui-même lors de la tournée du « grand débat ». Capable de jouer tous les rôles – du général en chef, du copain des clowns médiatiques, du technicien de la disruption, du penseur de l'Europe nouvelle... –, il a manqué l'essentiel de sa tâche.

Pourquoi ? Emmanuel Macron s'est voulu à l'extrême pointe de la modernité et il s'est laissé prendre à toutes ses illusions. Illusion de la compétence, qui est le propre des techniciens, alors que les politiques savent que la décision éclairée procède de la culture générale. Illusion de la communication, censée faire passer tous les messages et avaler toutes les pilules, alors qu'une critique radicale en a été faite il y a plus de trente ans. Illusion du spectacle que l'on donne de soi-même, comme si les citoyens étaient voués à demeurer dans la duperie. Illusions du néolibéralisme et de l'Europe réduite aux dimensions de l'Union européenne.

Toutes ces illusions viennent de loin. Depuis une vingtaine d'années, elles ont contribué à ruiner la fonction présidentielle, dans un climat général de désacralisation, de crise de l'autorité et de mise à bas des « tabous ». On a joué et surjoué la familiarité, voire la grossièreté, la présence sans façons sur le terrain, la juvénilité sportive. On s'est mêlé de tout et de n'importe quoi, dans la logique des promesses de campagne. Tout présidentiable sérieux se pose en réformateur de grande envergure tout en multipliant les annonces de cadeaux destinés aux clientèles du cœur de cible. Dans un article d'avril 2017, Gaël Brustier expliquait déjà que l'élection présidentielle ne désignait plus une figure monarchique mais un « faiseur de pluie », « une sorte de guérisseur hyper-médiatisé et impuissant ».

L'impuissance. Telle est l'effet sidérant de la mécanique infernale

du quinquennat, qui pousse le président de la République à se comporter comme un Premier ministre essayant de mettre en œuvre quelques éléments d'un programme de campagne impossible à réaliser. Pris par le temps en raison de l'accélération du rythme électoral et de la pression des instituts de sondages qui anticipent la future présidentielle, le super-Premier ministre s'aperçoit ou fait semblant de s'apercevoir qu'il ne peut pas grand-chose en raison des abandons de souveraineté consentis par ses prédécesseurs et de l'affaiblissement de l'État et des services publics, minés par les recettes néolibérales. Pour se donner l'illusion d'agir et pour tenter d'entrer dans l'Histoire, il se lance dans une guerre, par exemple en Libye, nous fait revenir dans le commandement intégré de l'OTAN, invente la « souveraineté européenne »...

Quelles que soient son étiquette politique et sa psychologie, le président quinquennal n'a pas le temps de réfléchir à la fonction présidentielle, ce qui lui permet d'ailleurs de la violer allègrement, dans cette autre illusion qu'est la « gouvernance ». S'il daignait s'intéresser à la nature de sa charge, il se souviendrait que, de tout temps, elle a été conçue comme une dignité qui élève le serviteur de l'État – dès lors qu'il remplit ses devoirs d'État dans l'humilité. Relisant le texte constitutionnel, il comprendrait que l'impératif de l'arbitrage le porte au-delà des choix politiques et des intérêts particuliers. Puis il apprendrait à distinguer le pouvoir et l'autorité : il y a le pouvoir effectif du Premier ministre qui détermine et conduit la politique de la nation ; il y a l'autorité symbolique qui ne s'exerce pas sur les choses et les gens, mais qui s'affirme comme garante de l'unité nationale et comme ultime recours en période de crise. C'est cette garantie du lien social qui permet la reconnaissance du chef de l'État comme représentant de la nation, dans les monarchies électives comme dans les monarchies royales qui ont l'avantage de garantir la continuité dans le long terme.

Emmanuel Macron est un homme intelligent qui n'a pas l'intelligence de sa fonction et qui méprise la dignité de sa fonction. Il se voit en réformateur inspiré, alors qu'il est le chef provisoire du parti de la rente. Il a cru séduire par son habileté discursive et par ses postures, mais il est le président le plus impopulaire de notre histoire constitutionnelle. Il a cru compter parmi les Grands de ce monde, mais se laisse humilier par Donald Trump.

La jeunesse aussi est un naufrage, lorsque les prétentions mondaines effacent les devoirs de la charge. Le faiseur de pluie est nu. ■

Sommaire

Pages 2 à 4 : La Politique

La crise politique. – Shein au BHV. – La gauche marxiste (4). – La politique au crible.

Pages 5 et 6 : La Nation française

Le congrès HLM. – Impasse automobile. – Réarmement allemand. – La Quinzaine en France.

Pages 7 à 9 : Les Chemins du monde

Un nouveau Japon. – Moldavie et République tchèque. – Voix étrangères. – Les Faits marquants.

Pages 10 et 11 : Synthèse

Crise politique ou crise de régime ?



Pages 12 à 15 : Les Idées et les Livres

Piketty et Sandel. – Que sait-on de l'Iran ? – Mémoires d'un historien. – Revue *Esprit* : écologie politique. – Jean Birnbaum, autocritique de la gauche.

Pages 16 et 17 : Les Formes

Le rugby français et l'argent. – Le magazine *Pif*. – La cuisine énergétique.

Pages 18 à 21 : Le Mouvement royaliste - Actualités

Résistance royaliste : Paul Dungler (2). La Septième colonne. – Brèves royales. – La Maison de France. – La Nouvelle Action royaliste. – Les Mercredis de la NAR.

Page 22 Éditorial

La nudité du faiseur de pluie.